



Trente et unième session

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA MILLE DEUX CENT QUARANTE DEUXIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mercredi 24 juin 1964, à 15 heures.

Président :

M. CORNER

(Nouvelle-Zélande)

- Examen des pétitions concernant le territoire sous tutelle des Iles du Pacifique /point 5 de l'ordre du jour/ (suite)
- Examen des rapports annuels des autorités administrantes sur l'administration des territoires sous tutelle : situation dans le territoire sous tutelle de Mauru : rapport du Comité de rédaction /point 4 c) de l'ordre du jour/ (suite)
- Dispositions à prendre pour l'envoi d'une mission de visite périodique dans les territoires sous tutelle de Mauru et de la Nouvelle-Guinée en 1965 /point 4 c) de l'ordre du jour/ (suite)
- Accession à l'autonomie ou à l'indépendance par les territoires sous tutelle et situation dans les territoires sous tutelle concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /point 8 de l'ordre du jour/
- Coopération avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux /point 9 de l'ordre du jour/

Note : Le compte rendu analytique, qui est le compte rendu officiel de cette séance, sera publié en document mimeographié sous la cote T/SR.1242. Les délégations pourront y apporter des corrections. Il en sera tenu compte dans la rédaction définitive qui paraîtra en volume imprimé.

POINT 5 DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE
(T/PET.10/L.5, L.6, L.7 et Add.1) (Suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais): Afin de terminer les travaux du Conseil en ce qui concerne l'examen de la situation dans le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, nous commencerons aujourd'hui par les pétitions relatives à ce Territoire. J'attire l'attention du Conseil sur les documents T/PET.10/L.5, L.6 et L.7 et Add.1.

Pour la première de ces pétitions, T/PET.10/L.5, qui concerne une demande adressée par le Territoire à la Mission de visite pour que celle-ci fasse en sorte de disposer de suffisamment de temps pour la discussion de certaines questions, je ne pense pas que le Conseil tienne à examiner cette pétition, puisque la Mission de visite a déjà fait droit à cette requête lorsqu'elle se trouvait dans le Territoire.

Sauf objections, je prierai le Conseil de bien vouloir se reporter à la pétition T/PET.10/L.6, qui émane de la seizième législature du Conseil législatif de Saïpan, et qui a trait aux Iles du Pacifique. Y a-t-il des observations à ce sujet?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le chapitre 5 du rapport de la Mission de visite.

En écoutant la discussion sur la question d'un pouvoir législatif autonome, la Mission a compris que la population avait réellement à l'esprit des pouvoirs réels et efficaces. C'est pourquoi la Mission de visite a inclus dans le chapitre 5 un paragraphe à cet égard. En fait, nous avons discuté très à fond cette question particulière et, dans les conclusions et recommandations adoptées hier par le Conseil, nous avons fait une recommandation à cet égard. Je demanderai donc au Conseil de renvoyer les pétitionnaires à la disposition pertinente du rapport de la Mission de visite et à la recommandation du Conseil concernant cette même question.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Tout d'abord, je remercie le Secrétariat du Conseil de tutelle d'avoir bien voulu donner suite à la demande de la délégation soviétique d'inscrire à l'ordre du jour cette question qui avait échappé à notre attention au cours des séances précédentes. Je ne veux pas répéter les arguments avancés par ma délégation hier en faveur de l'examen de chacun des points inscrits à l'ordre du jour de la session du Conseil. Mais, qu'il me soit permis de faire une remarque très brève sur la première pétition reproduite au document T/PET.10/L.6.

De l'avis de la délégation soviétique, le fait que la législature du Territoire sous tutelle demande que le Conseil législatif de Saïpan soit doté de pouvoirs réels est très important; cette demande reflète le désir de la population de ce territoire.

Cette pétition confirme en outre l'opinion que nous avons exprimée à propos de l'amendement présenté hier par la délégation soviétique au projet de conclusions et de recommandations du Conseil de tutelle sur les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique. Je demanderai aux membres du Conseil de bien vouloir se reporter à cet amendement qui est ainsi conçu :

"Le Conseil estime que le Congrès de la Micronésie ne deviendra pas un organe législatif efficace si l'on maintient la disposition selon laquelle les projets de loi votés par le Congrès ne peuvent entrer en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Haut Commissaire. Le Conseil considère que tous pouvoirs législatifs, ainsi que le droit de constituer le gouvernement du Territoire sous tutelle, doivent être transférés aussitôt que possible au Congrès de la Micronésie et que les décisions de celui-ci doivent être définitives."

Cet amendement de la délégation soviétique reflète bien, de même que la pétition que nous examinons, les désirs de la population micronésienne.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Ma délégation tient à signaler que la question des pétitions est inscrite depuis très longtemps à l'ordre du jour de la session du Conseil de tutelle; en fait, nous aurions pu nous en occuper au cours des délibérations du Conseil. C'est afin de ne pas entraver les travaux du Conseil que nous nous sommes abstenus de rappeler qu'en fait, cette question avait été tranchée, et c'est pourquoi nous ne nous opposons pas à l'examen de ces pétitions. Mais, je le répète, cette question des pétitions a été tranchée hier d'une manière définitive. Nous étions hier saisis de l'amendement de la délégation soviétique et le Conseil a réglé le problème.

Ma délégation est en faveur de la procédure que la représentante du Libéria vient de proposer.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'excuse auprès de la représentant du Libéria; je n'ai pas fait suffisamment attention; voudrait-elle répéter la proposition qu'elle a formulée tout à l'heure?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Dans les grandes lignes, j'avais essayé d'expliquer que, d'après toutes les conversations sur place, la Mission de visite avait dégagé l'idée que cette législature désirait que le Conseil législatif soit doté de pouvoirs réels et efficaces. En fait, le rapport de la Mission de visite expose cette question d'une manière détaillée dans son chapitre V. J'avais donc proposé de renvoyer les pétitionnaires au chapitre V du rapport de la Mission de visite et aux conclusions et aux recommandations du Conseil adoptées hier à ce sujet.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai cru comprendre que, dans sa première intervention, la représentante du Libéria avait également suggéré que les pétitionnaires soient renvoyés aux comptes rendus des discussions du Conseil de tutelle; je suppose que ceux-ci comprendraient le compte rendu de la discussion qui se déroule ici en ce moment.

Puis-je considérer que la représentante du Libéria propose de renvoyer les pétitionnaires au chapitre V du rapport de la Mission de visite, aux comptes rendus des discussions du Conseil de tutelle sur cette question et aux conclusions et aux recommandations adoptées au Conseil?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : C'est exact, Monsieur le Président; ces documents suffiront à jeter pleine lumière sur la question et je crois que les pétitionnaires seront satisfaits de savoir ce qui s'est passé dans les discussions du Conseil à cet égard.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Si je n'entends aucune objection, je considérerai que ce que je viens de dire est la décision du Conseil sur ce premier groupe de pétitions.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va maintenant passer à l'examen de la seconde pétition, qui a trait à l'institution d'un système de jugement par jury, résolution No 16-3-64.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil se rappelleront que l'an dernier nous avons longuement discuté cette question. A l'époque, un pétitionnaire est venu en personne faire au Conseil le récit de ses expériences dans le Territoire et a suggéré que le système du jugement par jury devrait être institué dans le territoire. J'ai dit alors au Conseil que la question de l'institution du système du jugement par jury était examinée par mon gouvernement depuis bien des années, que plusieurs des juges les plus éminents de notre pays s'étaient rendus dans le territoire et avaient accordé une grande attention à cette question.

Ces experts juridiques étaient arrivés à la conclusion que le système du jugement par jury ne devait pas être institué à ce moment là dans le territoire. J'ajoute que la question fait toujours l'objet d'un examen par mon gouvernement et que je sais que ce dernier a l'intention d'instituer un tel système dans les délais les plus courts possible. Je suggère que l'on mette à la disposition du pétitionnaire les procès-verbaux du Conseil de tutelle relatifs à cette question et les déclarations faites ici lorsqu'elle a été discutée.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je vous prie de m'excuser mais je n'ai pas vraiment entendu la dernière partie de la déclaration du représentant des Etats-Unis et j'aimerais qu'il la répète afin de savoir quoi faire.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : J'ai rappelé ce qui s'était passé lorsque le Conseil avait examiné ce point, et j'ai dit que mon gouvernement accordait à cette question une grande attention. J'ai ajouté que je savais que mon gouvernement avait l'intention de prendre des mesures pour instituer le système du jugement par jury le plus tôt possible; j'ai suggéré que les délibérations du Conseil sur ce point ainsi que les comptes rendus des séances y afférentes, soient mis à la disposition du pétitionnaire.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Ce que j'avais l'intention de dire concorde avec la déclaration du représentant des Etats-Unis. Je ne crois pas que l'Administration s'oppose réellement à l'institution du système du jugement par jury. C'est du moins ce que nous avons conclu ici à New York et lorsque nous avons parlé avec le Haut Commissaire durant la Mission de visite. A notre avis, c'est une chose que le Congrès de Micronésie pourrait étudier. J'appuie la suggestion du représentant des Etats-Unis tendant à renvoyer le pétitionnaire aux comptes rendus des débats qui ont eu lieu au Conseil sur cette question.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Quelle que soit la position adoptée en la matière par les membres du Conseil de tutelle, ma délégation estime que l'Autorité administrante devrait accorder l'attention la plus sérieuse à la demande des habitants du Territoire sous tutelle.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : C'est exactement ce que je viens de dire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil est donc saisi d'une proposition tendant à renvoyer les pétitionnaires aux procès-verbaux des discussions qui ont eu lieu au Conseil sur ce point, notamment aux commentaires faits aujourd'hui par le représentant de l'Autorité administrante et par d'autres délégations. S'il n'y a pas d'objections, je considérerai que cette proposition est acceptée.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant à l'examen de la troisième pétition, résolution 16-4-64, qui porte sur l'ouverture du port de Saipan aux navires de commerce étrangers.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je me rappelle très bien que la Mission de visite s'est beaucoup préoccupée de cette question et lui a consacré beaucoup de temps. Aussi, dans son rapport, paragraphes 164 à 168, la Mission en a traité de façon très complète. J'attire donc l'attention des membres du Conseil sur ces paragraphes et je propose que les pétitionnaires soient renvoyés aux paragraphes 164 à 168 du rapport de la Mission de visite, qui traitent de cette question.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation de l'Union soviétique ne soulève aucune objection contre la suggestion de la représentante du Libéria. Nous voudrions également attirer l'attention du Conseil sur le fait que, durant l'examen de la situation dans le territoire des Iles du Pacifique, nous avons souligné ce point particulier - je veux parler de la trentième session du Conseil de tutelle.

A ce propos, je voudrais citer un passage de la déclaration faite alors par le représentant de l'Union soviétique, déclaration qui, à notre avis, est en rapport direct avec la pétition qui nous est soumise :

"La délégation de l'Union soviétique tient à souligner le caractère fermé du Territoire sous tutelle et le fait qu'il est inaccessible pour le monde extérieur. Les habitants des Iles du Pacifique s'intéressent tout particulièrement à cette question car le manque de communications est un obstacle aux relations amicales entre ce territoire et d'autres territoires amis."

Le représentant de l'Union soviétique poursuivait :

"L'intensification des contacts entre les autochtones et les gens de l'extérieur, et la création de ports ouverts, favoriseraient le développement économique de ce Territoire sous tutelle."

Voilà comment se terminait la déclaration faite par le représentant de l'Union soviétique à la dernière session du Conseil. En même temps, je voudrais attirer l'attention sur l'article 8 de l'Accord de tutelle pour le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique :

(L'orateur poursuit en anglais)

"En s'acquittant des obligations que lui impose l'Article 76 d de la Charte, telles qu'elles sont précisées à l'Article 83 2) de la Charte, l'Autorité chargée de l'administration, sous réserve des exigences de la sécurité et de l'obligation de favoriser le progrès des habitants, accordera dans le Territoire sous tutelle, aux ressortissants de chaque Etat Membre des Nations Unies et aux sociétés et associations organisées conformément à la législation de cet Etat Membre, un traitement qui ne devra pas être

M. Fotine (URSS)

moins favorable que le traitement accordé dans le Territoire aux ressortissants, aux sociétés et aux associations de tout Membre des Nations Unies autre que l'Autorité chargée de l'administration."

M. Fotine (URSS)

Compte tenu de tout ce que je viens de rappeler, je voudrais dire que la demande contenue dans la résolution 4, dont nous sommes maintenant saisis, est parfaitement légitime. Elle est absolument conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de l'Accord de tutelle. De l'avis de la délégation soviétique, les habitants du Territoire sous tutelle sont pleinement fondés à exiger que les portes du Territoire sous tutelle soient plus largement ouvertes, notamment aux navires étrangers qui doivent avoir le droit de s'arrêter dans les ports du Territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je considérerai que, sur cette pétition, le Conseil décide de renvoyer les pétitionnaires aux paragraphes 164 à 168 du rapport de la Mission de visite ainsi qu'au procès-verbal de notre séance de ce jour.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'invite les membres du Conseil à porter leur attention sur la pétition suivante, c'est-à-dire sur la résolution No 16-5-64 qui figure à la page 6 du document T/PET.10/L.6. Il s'agit d'une requête tendant à ce que le Conseil de tutelle mette fin à l'Accord de tutelle dans le district des îles Mariannes seulement, en Micronésie.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Permettez-moi d'attirer l'attention du Conseil, à propos de cette demande particulière, sur les paragraphes 284 à 291. La Mission de visite a examiné attentivement cette demande et son opinion à ce sujet se trouve exprimée dans ces paragraphes.

Je voudrais également attirer l'attention du Conseil sur le paragraphe 17 des conclusions et recommandations que nous avons adoptées hier et je propose d'inviter les pétitionnaires à se reporter aux paragraphes pertinents du rapport de la Mission de visite ainsi qu'au paragraphe 17 des recommandations et conclusions du Conseil.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A ce stade du débat, je me bornerai à une observation fort brève, à savoir que la position de l'Union soviétique à l'égard du régime international de tutelle tel qu'il s'applique aux Iles du Pacifique est bien connue. C'est pourquoi la demande des habitants d'une des régions du Territoire sous tutelle reçoit l'accueil le plus favorable de la part de la délégation soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je considérerai que le Conseil décide de renvoyer le pétitionnaire aux paragraphes 284 à 291 du rapport de la Mission de visite (T/1620), aux conclusions figurant au paragraphe 17 du rapport du Comité de rédaction sur les Iles du Pacifique que nous avons adoptées hier, et au procès-verbal de la discussion pertinente de notre réunion d'aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'invite les membres du Conseil à porter leur attention sur la pétition suivante, à savoir la résolution No 16-6-64 relative au règlement final des dommages de guerre (T/PET.10/L.6, page 8).

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse, Monsieur le Président, mais j'ai commis une erreur dans l'indication des paragraphes pertinents du rapport de la Mission de visite. Celle-ci a examiné très attentivement la question qui a été traitée de manière appropriée dans les recommandations et conclusions adoptées hier par le Conseil. Je pense que celles-ci figurent à la page 1 du document T/L.1077, partie annexe. C'est pourquoi je propose de renvoyer les pétitionnaires aux paragraphes pertinents du rapport de la Mission de visite, ainsi qu'aux conclusions et recommandations adoptées hier, notamment aux paragraphes 1 à 4, pages 1 et 2 de la partie annexe du document T/L.1077.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je tiens à déclarer que la position de la délégation soviétique à cet égard est bien connue des membres du Conseil. Je voudrais simplement rafraîchir leur mémoire en ce qui concerne les déclarations de la délégation soviétique lors de la discussion de la question et rappeler notamment la déclaration suivante qui

M. Fotine (URSS)

figure dans le recueil des déclarations de la délégation soviétique, à savoir que le refus de la part de l'Autorité administrante de donner satisfaction aux revendications des habitants du Territoire sous tutelle contre les Etats-Unis pour ce qui est des dommages de guerre résultant de la deuxième guerre mondiale, est une cause de vif mécontentement.

Je voudrais également rappeler au Conseil le premier amendement présenté par la délégation soviétique au rapport du Comité de rédaction. Cet amendement se lit comme suit :

"Le Conseil note en même temps le mécontentement qui existe parmi les habitants du Territoire sous tutelle du fait que l'Autorité administrante refuse de reconnaître et de satisfaire les réclamations micronésiennes pour les dommages subis par les Micronésiens à la suite d'actions commises pendant la guerre par les forces des Etats-Unis." (T/L.1083)

La pétition maintenant soumise au Conseil pour examen (16-6-64) est l'une des sources et l'une des bases de la position prise sur cette question par la délégation soviétique. Je tiens à souligner que cette pétition n'est pas notre seule source de renseignements en la matière. La délégation soviétique estime que le Conseil de tutelle doit jouer le rôle qui lui incombe en aidant les habitants du Territoire sous tutelle à obtenir satisfaction dans leurs revendications contre l'Autorité administrante afin d'obtenir le règlement des dommages subis par eux au cours de la deuxième guerre mondiale.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je serai très bref dans mes observations sur la proposition de la représentante du Libéria. Si le Conseil décide de renvoyer au Conseil législatif de la Micronésie les recommandations que nous avons adoptées hier, je suggère de le renvoyer seulement aux recommandations figurant aux paragraphes 1 et 2 de notre rapport, et non aux paragraphes 3 et 4. Ces derniers en effet n'ont rien à voir avec les revendications pour dommages de guerre. C'est là ce que je voulais dire et j'espère que les membres du Conseil seront d'accord avec moi.

M. Kiang (Chine)

La deuxième observation que je voulais faire, c'est que lorsque nous renvoyons les recommandations au Conseil législatif du District des îles Mariannes, il n'y a, je crois, aucune raison de répéter les paragraphes pertinents du rapport de la Mission de visite, parce que, dans la recommandation faite par le Conseil, il est dit fort clairement que le Conseil a souscrit aux avis contenus dans les recommandations de la Mission de visite. C'est pourquoi j'estime qu'il est approprié que le Conseil renvoie simplement le Conseil législatif à toutes les recommandations faites par le Conseil lui-même.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Lorsque j'ai demandé la parole, je voulais vous renvoyer aux dispositions pertinentes, sur la question des dommages de guerre, du rapport de la Mission de visite et je crois qu'il s'agit des paragraphes 94 à 117.

Pour ce qui est de la suggestion du représentant de la Chine, je ne l'ai pas bien comprise. Il y a des réclamations au titre des dommages de guerre et cela a été divisé en "A" et "B". Je ne vois donc pas de raison pour exclure le paragraphe 4 qui porte sur les terres expropriées pendant la guerre. Je ne comprends pas pourquoi le représentant de la Chine veut exclure ces réclamations. Il s'agit d'une question qui a été soulevée par la population du territoire. Que ce soit ou non à juste titre, des revendications ont été faites contre le Gouvernement japonais et contre le Gouvernement des Etats-Unis et nous avons proposé que le Conseil étudie les mesures à prendre. Je serais donc reconnaissante au représentant de la Chine s'il voulait bien expliquer ce qu'il entend.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je croyais que mon amie, la représentante du Libéria qui était membre de la Mission de visite et qui a contribué à la rédaction du rapport, savait que les recommandations du Conseil figurant au paragraphe 3 et portant sur les revendications, à titre de compensation, des victimes des retombées radioactives à la suite des expériences nucléaires, n'avaient rien à voir avec les revendications pour dommages de guerre ou les revendications relatives aux terres, au sujet desquelles le Conseil a fait une recommandation au paragraphe 4. Si la représentante du Libéria veut bien lire soigneusement le rapport de la Mission de visite, je suis sûr qu'elle admettra avec moi que nous devons omettre le paragraphe 4 des recommandations du Conseil.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine sait fort bien, j'en suis sûre, que le représentant du Libéria a participé à la rédaction de ce rapport. Mais la question des revendications a été soulevée et, lorsque nous parlons de revendications pour dommages de guerre, la population parle de la question des revendications contre le Gouvernement japonais et contre le Gouvernement des Etats-Unis; elle parle des revendications visées au paragraphe 3 auquel le représentant de la Chine s'est référé et, pour sa part, la population ne fait pas de distinctions entre ces revendications.

Mlle Brooks (Libéria)

Dans la mesure où le Conseil prend des décisions à ce sujet, il semble qu'il ne devrait pas y avoir d'objections, mais, si le Conseil désire s'en tenir tout simplement à cela, il peut le faire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, je suggère que nous combinions les propositions faites par les représentants du Libéria et de la Chine et que nous renvoyions les pétitionnaires aux paragraphes 94 à 106 du rapport de la Mission de visite, aux comptes rendus des discussions du Conseil de tutelle, y compris la présente séance, et aux conclusions qui figurent dans le document T/L.1077, adopté hier par le Conseil.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la proposition du Président est appropriée. Mais je voudrais qu'il soit pris acte qu'il peut y avoir confusion dans l'esprit des Micronésiens en ce qui concerne les revendications pour dommages de guerre. Quant au Conseil de tutelle, il est clair pour lui que les revendications pour compensation aux victimes des expériences nucléaires n'ont rien à voir avec les revendications portant sur les dommages de guerre, et il en est de même pour les terres.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que la situation est claire pour tous les membres du Conseil. S'il n'y a pas d'objections à la proposition de la Présidence, cette proposition sera adoptée.

La proposition est adoptée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie les membres du Conseil de se reporter maintenant au document T/PET.10/L.6, page 9, c'est-à-dire à la résolution No 16-7-54 relative à la création de postes de gouverneur et d'administrateur de district dans les six districts du territoire. Y a-t-il des observations?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Si mes souvenirs sont exacts, je crois que cette question est traitée dans les paragraphes 265 à 267 du rapport de la Mission de visite. Je voudrais attirer l'attention du Conseil sur ces paragraphes et je propose que les pétitionnaires y soient renvoyés.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Est-ce le paragraphe 240 que la représentante du Libéria a à l'esprit?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Oui. Ce paragraphe se réfère à la proposition tendant à ce que les administrateurs de district soient élus par le peuple.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, il est entendu que les pétitionnaires seront renvoyés au paragraphe 240 du rapport de la Mission de visite.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La représentante du Libéria voudrait-elle être assez aimable pour ajouter, comme d'habitude, à la proposition qu'elle a faite, un passage renvoyant les habitants du territoire sous tutelle aux comptes rendus des débats de la trente et unième session du Conseil de tutelle.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je crois que cette question n'a pas été discutée à cette session particulière.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Parce que le représentant du Libéria était membre de la Mission de visite, nous n'avons pas fait de commentaires sur le rapport; mais, je ne crois pas que la question ait été discutée au Conseil. C'est pourquoi j'ai attiré l'attention du Conseil sur le paragraphe pertinent et on peut y voir que la Mission a pris une certaine position sur cette question.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie les membres du Conseil de passer à la résolution 16-8-64, page 11 du document T/PET.10/L.6, relative à la limitation de la durée des fonctions de tout le personnel clef américain dans le territoire sous tutelle.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je crois que les paragraphes 265 à 267 s'appliquent à cette résolution.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : La représentante du Libéria a-t-elle une proposition à faire?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je propose que les pétitionnaires soient renvoyés aux dispositions pertinentes du rapport de la Mission de visite portant sur cette question.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : De l'avis de la délégation soviétique, la demande qui figure dans cette pétition est pleinement justifiée, surtout si l'on tient compte du fait que, conformément aux décisions de l'Assemblée générale, le Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique, tout comme les autres territoires sous tutelle, doit pouvoir atteindre aussitôt que possible les buts assignés au régime de tutelle. Ceci serait d'ailleurs conforme au désir de la population et dans ces conditions il semblerait normal que la durée du séjour de tout le personnel administratif américain soit limitée.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement faire observer que ma délégation comprend l'objectif du projet de résolution que nous examinons et le désir de limiter le séjour d'un certain "personnel clef" des Etats-Unis, dans ses fonctions; je crois cependant qu'il n'est qu'équitable de signaler qu'il y a d'autres districts dans lesquels la durée du séjour des fonctionnaires américains devrait être prolongée.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je suis reconnaissant au représentant des Etats-Unis de la précision qu'il vient de nous donner, mais je voudrais attirer son attention sur deux faits. En premier lieu, le Conseil de tutelle s'occupe à l'heure actuelle d'une résolution comportant une demande indiquant que le séjour du personnel des Etats-Unis sur le territoire devrait être limité plutôt que prolongé; en second lieu, le représentant des Etats-Unis a employé le terme "personnel clef", et si je comprends bien l'anglais, je suis amené à penser que dans la résolution qui est sous nos yeux il s'agit de tout le personnel américain.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, la présidence conclura que le Conseil a décidé de renvoyer les pétitionnaires aux paragraphes 265 à 267 du rapport de la Mission de visite, ainsi qu'au compte rendu de la discussion d'aujourd'hui sur ce sujet.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil voudraient-ils se reporter maintenant à la dernière pétition du document T/PET.10/L.6, page 12, résolution concernant les conseillers techniques pour différentes entreprises industrielles.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Puis-je me permettre d'indiquer que mon gouvernement reconnaît la valeur de cette pétition et de la demande d'un conseiller technique pour les îles Mariannes en ce qui concerne le développement économique de cette région. L'amélioration de la situation économique, le développement et le progrès du territoire sous tutelle préoccupent vivement mon gouvernement qui prend des mesures tendant à améliorer les conditions économiques dans le territoire. Je suggère donc que l'attention des pétitionnaires soit attirée sur les discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil à ce propos, sur la déclaration du Haut Commissaire du territoire et sur les questions et les réponses échangées au cours de l'examen de la question; je suggère également que tous les documents pertinents soient fournis aux pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, les pétitionnaires seront renvoyés aux comptes rendus des discussions pertinentes au Conseil et, en particulier, à la déclaration qui vient d'être faite.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Les membres du Conseil voudraient-ils maintenant prendre deux autres documents, à savoir les pétitions émanant de la municipalité de Net, contenues dans les documents T/PET.10/L.7 et T/PET.10/L.7/Add.1.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire savoir au Conseil que la Mission de visite a étudié avec soin la teneur de cette pétition et ceci a été largement discuté par la municipalité de Net avec la Mission de visite. Ceci est mentionné au paragraphe 244 du rapport de la Mission de visite où il est suggéré que le Conseil micronésien pouvait être prié de

Mlle Brooks (Libéria)

désigner un médiateur et je pense qu'à l'heure actuelle il ne pourrait y avoir de meilleure procédure que celle proposée par la Mission de visite dans ce paragraphe 244. Je voudrais donc attirer l'attention du Conseil sur ce texte particulier et demander également que ce paragraphe soit porté à la connaissance des pétitionnaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, la présidence en conclura que le Conseil a décidé de renvoyer les pétitionnaires au paragraphe 244 du rapport de la Mission de visite.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Ceci termine l'examen de la situation du Territoire sous tutelle des Iles du Pacifique par le Conseil.

POINT 4 c) DE L'ORDRE DU JOUR

EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES AUTORITES ADMINISTRANTES SUR L'ADMINISTRATION DES TERRITOIRES SOUS TUTELLE : SITUATION DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU : RAPPORT DU COMITE DE REDACTION (T/L.1079, L.1084, L.1085)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va maintenant aborder l'examen de la situation du Territoire sous tutelle de Nauru, et en particulier, le rapport du Comité de rédaction, figurant au document T/L.1079. Des amendements à ce rapport ont été soumis par les délégations du Libéria et de l'Union soviétique; ces amendements figurent respectivement dans les documents T/L.1084 et T/L.1085.

Nous prendrons tout d'abord l'annexe du document T/L.1079, paragraphe par paragraphe comme à l'accoutumée, en examinant au fur et à mesure les amendements pertinents.

Un amendement a été proposé au paragraphe 1 du document T/L.1079 par la délégation de l'Union soviétique qui propose d'ajouter une phrase à la fin de ce premier paragraphe.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La nature très générale de l'amendement soviétique qui se réfère comme il le fait à "toutes les propositions et recommandations, et tous les règlements et projets de loi du Conseil de gouvernement local de Nauru", me paraît un peu excessive à la lumière du projet de conclusion auquel se rapporte l'amendement, projet de conclusion qui, nous semble-t-il, en se référant "à tous les textes de lois, les règlements, les ordonnances et autres dispositions législatives promulguées au cours de l'année considérée", règle de façon très suffisante la question en discussion. Voici pourquoi ma délégation estime, tout d'abord, que l'amendement soviétique proposé est superflu. Nous pensons également qu'il est peu pratique eu égard à sa terminologie stipulant que toutes les propositions et recommandations, ainsi que tous les règlements et projets de lois devraient être joints à tous les futurs rapports annuels. Ce serait là un appendice encyclopédique des délibérations du Conseil de gouvernement local, qui ne se prête pas à ce genre d'exposé, lequel ne serait pas conforme au questionnaire sur lequel se fonde le rapport annuel à la demande des Nations Unies. Sur la base de ce questionnaire, l'Autorité administrante - en l'occurrence mon gouvernement - fait rapport au Conseil de tutelle sur les événements survenus au cours de l'année, et le cas échéant, sur les propositions relatives à l'année en cours et à leur mise en application conformément aux conclusions et recommandations précédentes de ce Conseil. L'amendement, comme je l'ai dit, nous paraît donc superflu et peu pratique.

Certains de ses éléments - tout au moins l'un d'entre eux - semblent peu conformes à la pratique législative de l'Australie; d'ailleurs cette pratique est celle de nombreux pays dans le monde, en ce qui concerne la référence aux projets de lois. En effet, les projets de lois ne sont pas publics tant qu'ils n'ont pas été examinés par l'organe législatif chargé de cet examen. Il serait certes tout-à-fait anormal de publier des projets de lois avant de les soumettre à la législation chargée de les examiner. Pour toutes ces raisons, ma délégation s'opposera à l'amendement proposé.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je dois reconnaître que nous ne nous attendions à rien d'autre de la part de l'Autorité administrante à l'égard de l'amendement de l'Union soviétique.

Grâce à l'expérience que nous avons acquise au sein du Conseil de tutelle, nous n'avons pas besoin de la déclaration faite aujourd'hui par le représentant de l'Australie pour savoir que, malgré les nombreuses interventions ayant trait au désir de l'Autorité administrante de faire droit à tous les intérêts et tous les vœux de la population autochtone, en fait l'Australie est très loin de traduire dans la réalité les déclarations qu'elle fait sur la question. Les réserves exprimées par le représentant de l'Australie et la description qu'il a donnée de l'amendement soviétique en disant que ce dernier était superflu et peu pratique, tout cela montre une fois de plus quelle est l'attitude générale de l'Autorité administrante à l'égard des vœux de la population du Territoire sous tutelle. S'il n'en était pas ainsi, pourquoi l'Autorité administrante chercherait-elle à cacher au Conseil de tutelle les propositions, les recommandations ainsi que les projets de lois du Conseil de gouvernement local de Nauru qui, comme chacun le sait, est un organe représentatif du peuple de Nauru, sur toutes les questions ayant trait au Territoire sous tutelle et, comme le dit l'amendement soviétique, en ce qui concerne notamment l'avenir du peuple nauruan.

Nous avons vu la délégation australienne se présenter à la session actuelle du Conseil de tutelle sans même avoir en mains un document aussi important que celui contenant la proposition la plus récente du Conseil de gouvernement local de Nauru en ce qui concerne le transfert de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs à ce dernier. Je voudrais me référer maintenant à une partie de la déclaration de la délégation soviétique en la matière :

"La proposition du Conseil de gouvernement local de Nauru sur cette question" - c'est-à-dire le transfert au peuple nauruan de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs - "qui a été mentionnée par le représentant spécial devant le Conseil de tutelle, le 3 juin, est d'un intérêt incontestable."

Plus loin, la délégation soviétique a fait une proposition à ce sujet, dans les termes suivants :

"... et le Conseil doit recommander à l'Autorité administrante de présenter ces propositions en tant que document à la dix-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies."

Il n'est guère besoin de rappeler ce qui a souvent été dit en cette enceinte au cours de la trente et unième session du Conseil de tutelle, à savoir que le Territoire sous tutelle en est maintenant à un point de son développement politique

tel que tout document émanant de la population du Territoire sous tutelle pourrait être d'importance vitale pour arrêter la voie à suivre à l'avenir dans le Territoire sous tutelle. La délégation soviétique s'est inspirée de ce point de vue lorsqu'elle a présenté l'amendement dont vous êtes saisis. Nous estimons que le Conseil de tutelle a le droit de demander cela quel que soit le questionnaire rédigé il y a quelque temps par le Conseil. En fin de compte, le Conseil de tutelle est maître de sa propre procédure et grâce à des recommandations analogues à celle dont nous discutons ici maintenant, nous pouvons changer cette procédure ou soumettre des amendements. A notre avis, l'amendement soviétique est très nécessaire. Nous pensons qu'il est indispensable pour nous de connaître tout ce que les habitants du Territoire sous tutelle souhaitent en ce qui concerne leur propre avenir.

Avant de conclure, je voudrais faire deux brèves remarques. Le représentant de l'Australie a dit que dans la pratique législative des Etats, il était inusité de publier les projets de lois présentés aux chambres législatives. Je pourrais être d'accord avec lui, en l'occurrence, si précisément cela concernait l'Australie à proprement parler. Mais nous nous occupons ici d'un Territoire sous tutelle, et celui-ci est placé sous le contrôle international du Conseil de tutelle, qui est l'un des organes des Nations Unies. Sur le Territoire sous tutelle, s'exerce également le contrôle de l'Assemblée générale. Ainsi l'argument avancé par le représentant de l'Australie, au cours de sa précédente intervention, est dénué de fondement, selon moi.

Enfin, permettez-moi de dire quelques mots sur une autre question, un peu étrangère au document que nous examinons. Il est possible d'ailleurs que cette remarque plaise au représentant des Etats-Unis qui, me semble-t-il, aime entendre la délégation soviétique citer les classiques américains. Les membres du Conseil de tutelle savent peut-être, en effet, que le grand poète américain Robert Frost, a écrit, entre autres oeuvres admirables, un petit poème intitulé en anglais, si je ne me trompe pas, "The Mynah Bird". Ce poème n'a que huit lignes. Je ne m'en souviens pas complètement, mais je me rappelle très bien les deux derniers vers ainsi conçus :

(L'orateur poursuit en anglais)

"And, of course, there must be something wrong
In wanting to silence any song."

M. Fotine (URSS)(L'orateur reprend en russe)

La délégation soviétique estime qu'il doit y avoir quelque chose à cacher si le représentant de l'Australie cherche à étouffer ce chant, émanant du peuple nauruan, que nous pourrions entendre grâce aux documents dont nous avons demandé la distribution au sein du Conseil de tutelle.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je dois reconnaître que l'amendement proposé par la délégation soviétique est un peu confus, particulièrement dans sa dernière partie. Le Conseil sait, en effet, qu'une mission de visite doit se rendre dans le territoire sous tutelle avant la prochaine session du Conseil. Il lui sera donné un mandat dans lequel, on le sait, sera inclus l'avenir du territoire. Il me semble que demander à l'Autorité administrante de faire figurer dans son rapport la question des recommandations du Conseil de gouvernement local à l'égard de l'avenir du peuple nauruan serait enlever à la mission de visite une partie de ses fonctions. Il est vrai aussi que ce point sera examiné dans le rapport de l'Autorité administrante. Je ne comprends donc pas pourquoi le représentant de l'Union soviétique a présenté cette demande; outre les commentaires de l'Autorité administrante sur la question, la mission de visite entendra naturellement les opinions de la population à cet égard.

Dans le premier paragraphe du projet de conclusions et recommandations, il est fait état des lois, règlements et ordonnances et autres législations et c'est pourquoi je dis que cet amendement est un peu confus.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je crois que la représentante du Libéria a eu raison de parler de l'envoi d'une mission de visite à Nauru. Comme nous le savons tous, ces missions de visite ont toujours été prises en considération dans l'examen de la situation dans le territoire sous tutelle de Nauru et d'autres territoires sous tutelle auxquels s'intéresse notre Conseil. Dans le cas de Nauru, tout particulièrement, même si l'Autorité administrante pour une raison quelconque et curieuse, désirait cacher quelque chose - ce qu'elle ne désire pas - il n'y n'y aurait rien à cacher à la mission de visite. La mission de visite à Nauru, petite île d'une surface d'environ huit milles et d'un périmètre de douze milles, rencontre littéralement - et je peux parler d'expérience personnelle car j'ai accompagné la dernière mission de visite à Nauru - tous les habitants de Nauru, hommes, femmes et enfants. Dans ces réunions, tout homme, femme et enfant est libre de parler à la mission de visite, de lui donner des renseignements, de lui poser des questions, de la manière qu'il lui plaît. Ceci s'est produit dans le passé et le représentant soviétique le sait parfaitement; cela se reproduira avec la prochaine mission de visite.

M. McCarthy (Australie)

En outre, non seulement en ce qui concerne les missions de visite, mais en ce qui concerne ses rapports fournis à notre Conseil, à l'ancien Comité des renseignements comme à l'Assemblée générale, le Gouvernement australien a présenté des volumes. Il a fourni régulièrement, une année après l'autre, des rapports annuels détaillés sur la base des questionnaires rédigés par notre Conseil; il a envoyé ici des représentants autochtones; il a accédé, à titre de courtoisie, aux demandes de l'Union soviétique et des autres membres du Conseil tendant à ce que ces représentants autochtones puissent répondre aux questions sur des points d'intérêt particulier pour les membres du Conseil, et puissent donner toutes informations au représentant de l'Union soviétique aussi bien qu'à tous les autres représentants.

Si je l'ai bien compris, le représentant soviétique semble dire que les propositions, recommandations, règlements, projets de lois et leur présentation en annexe du rapport annuel reflètent les désirs de la population nauruane. J'aimerais que l'on me dise comment il sait cela. En fait, ils ne représentent pas les désirs de la population nauruane qui, bien évidemment, ne s'est jamais prononcée elle-même en la matière; ils représentent simplement les désirs de la délégation soviétique.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais intervenir très brièvement pour dire ma gratitude au représentant de l'Union soviétique qui a cité quelques lignes d'un poème de Robert Frost. Il me sera permis de dire que le peuple des Etats-Unis d'Amérique est très fier de l'influence qu'a eu Robert Frost et de l'empreinte qu'il a laissée sur la littérature et la pensée des peuples du monde. J'ose espérer qu'après avoir eu son attention attirée sur ce poème, il veillera à ce que les deux lignes qu'il a citées - "There must be something wrong in trying to silence any song" - reçoivent une large diffusion à travers tout le territoire de l'Union soviétique. Pour nous, bien entendu, nous croyons aux droits de chacun de dire ce qui lui plaît. Nous croyons à une presse libre; nous croyons à la liberté de parole et nous croyons à la liberté de religion.

M. Yates (Etats-Unis)

Je ne pense pas pouvoir citer une décision de l'un de nos grands juges de la Cour suprême aussi bien que le représentant soviétique a cité Robert Frost, mais, si j'ai bonne mémoire, l'un de ses arguments les plus forts était le suivant : permettez à toutes les idées, quelles qu'elles soient, aussi détestables qu'elles soient, d'être diffusées et discutées dans notre pays; permettez-leur d'être expérimentées par le peuple des Etats-Unis dans le forum des idées et ensuite, sur cette base, permettez au peuple des Etats-Unis de choisir la direction dans laquelle il veut aller.

Je pense que cette philosophie était résumée dans les deux lignes citées par le représentant de l'Union soviétique et je tiens à lui faire savoir que j'ai vivement apprécié cette citation qu'il nous a faite.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'espère qu'après la déclaration du représentant de l'Union soviétique, à qui je vais donner la parole, nous pourrions en terminer avec cet échange de courtoisies et procéder au vote.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : J'aimerais espérer que ma déclaration mettra fin à cette discussion sur la question, mais j'espère également que je ne serai pas tenu pour responsable si, après ma déclaration, d'autres délégations désirent faire d'autres déclarations et j'espère que la mission de visite qui se rendra en Nouvelle-Guinée et à Nauru en 1965 ne se verra privée d'aucun renseignement; j'espère que rien ne lui sera caché de ce qui concerne l'avenir de la population nauruane et des désirs de celle-ci à l'égard de cet avenir. Cependant, la délégation soviétique estime que l'Autorité administrante pourrait rendre service à la mission de visite en évitant à cette dernière la nécessité d'ajouter à son propre rapport tous les documents que l'Autorité administrante pourrait annexer à l'excellent document qu'est son rapport en les joignant au rapport de la mission de visite pour Nauru.

M. Fotine (URSS)

En outre, nous parlons dans notre amendement des règlements et des projets de loi faisant l'objet de décisions du Conseil de gouvernement local de Nauru et notre amendement porte en outre sur les propositions et recommandations qui n'ont pas été présentées en bonne et due forme aux autorités par un membre quelconque de la population du Territoire sous tutelle. Par exemple, si l'amendement soviétique n'était pas adopté, on pourrait dire qu'à la trente et unième session du Conseil de tutelle, un document très important ne nous a pas été remis. Je veux parler du document, discuté au Conseil de gouvernement local de Nauru et qui avait été soumis par l'Autorité administrante, à propos de la remise de tous les pouvoirs législatifs et exécutifs dans le Territoire au Conseil de gouvernement local de Nauru; en fait, nous n'avons pas été en mesure de connaître la teneur de ce document puisque ni le représentant de l'Australie ni le représentant spécial n'ont pu nous dire ce que contenait ce document. De l'avis de la délégation soviétique, le Conseil de tutelle a le droit d'exiger qu'un document d'une telle importance lui soit soumis.

Enfin, au sujet de l'allusion du représentant de l'Australie au fait que l'Autorité administrante présente au Conseil de tutelle des rapports annuels, permettez-moi de dire ce qui suit. Malheureusement, une triste expérience du passé révèle que, lorsque nous cherchons à analyser les rapports de l'Autorité administrante, nous devons constater que, malgré tous les efforts que nous faisons pour arriver à extraire l'essence de ces rapports, nous n'arrivons pas à dégager cette substance parce qu'elle est cachée sous le langage complexe qui est celui de tous les rapports de l'Autorité administrante.

En conclusion, je dirai au représentant des Etats-Unis que, s'il était abonné à des revues soviétiques, il pourrait y trouver des renseignements sur les idées diffusées en Union soviétique et sur la manière dont ces idées sont diffusées. Si le représentant des Etats-Unis lisait des revues soviétiques, peut-être arriverait-il à la conclusion que les idées mêmes qu'il a développées sont exprimées plus facilement dans mon pays que dans le sien.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je suis enchanté d'apprendre que le peuple de l'Union soviétique jouit de facilités beaucoup plus grandes pour s'exprimer librement, pour avoir une presse libre et jouit de la liberté de religion ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Puis-je faire observer que la discussion s'écarte beaucoup de la question de Nauru.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je vais y revenir tout de suite; j'allais faire une simple observation sur un petit oiseau ...

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : C'est un oiseau qui n'existe pas à Nauru.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) :

Je crois qu'il existe; je crois qu'il est libre de chanter à Nauru et je voulais en venir à ce point.

Auparavant, je dirai que je suis enchanté d'apprendre de la bouche de notre collègue soviétique que les libertés dont j'ai parlé tout à l'heure existent en Union soviétique. Néanmoins j'accepte, Monsieur le Président, votre suggestion de porter mon attention sur l'amendement; puis-je demander, par votre truchement, au représentant de l'Union soviétique, la précision suivante. L'amendement soviétique dit : "Ainsi que toutes les propositions et recommandations et tous les règlements et projets de loi du Conseil de gouvernement local de Nauru sur toutes les questions intéressant le Territoire sous tutelle et en particulier sur la question de l'avenir du peuple nauruan."

Ce qui m'impressionne dans ce texte, c'est le terme "projet de loi". Comme vous le savez, Monsieur le Président, j'ai été pendant quatorze ans membre du Congrès des Etats-Unis. Si les membres du Conseil de gouvernement local de Nauru sont aussi actifs et aussi féconds que ceux du Congrès des Etats-Unis, il y aura, dans les dossiers de ce Conseil, au moins 12 000 projets de loi chaque année. Je ne sais si le désir du représentant de l'Union soviétique est que chaque proposition de chaque membre du Conseil de gouvernement local de Nauru soit annexée au rapport; mais si c'est bien sa pensée, je crois que le rapport dépasserait, en volume et en besoins réels, les nécessités raisonnables d'information.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je m'excuse auprès du Président et du Conseil de tutelle de consacrer autant de temps à cette question; mais, je dois présenter quelques observations sur la déclaration que le représentant des Etats-Unis vient de faire, car elle porte directement sur l'amendement soviétique. Cependant, je promets de ne plus raconter d'histoire sur un petit oiseau.

Je me bornerai à dire que je ne doute nullement que, si le représentant des Etats-Unis se livrait à une enquête préliminaire sur la question et l'étudiait à fond, nous n'aurions pas fait cette découverte remarquable que nous avons faite durant la session du Conseil de tutelle.

D'autre part, à ma connaissance, la composition du Conseil de gouvernement local de Nauru n'est pas numériquement égale à celle du Congrès des Etats-Unis. Bien entendu, je sais que, si on enfle une idée jusqu'à lui donner des proportions impossibles, on arrive à l'absurde. Je ne doute aucunement que le représentant des Etats-Unis sache parfaitement que la composition du Conseil de gouvernement local de Nauru et la population de l'île de Nauru sont loin d'être comparables à la composition du Congrès des Etats-Unis et à la population des Etats-Unis.

M. Fotine (URSS)

Avant de conclure, je voudrais attirer l'attention du Conseil sur le fait que, lorsque la délégation de l'Union soviétique utilise les mots "projets de loi", elle songe en particulier qu'aucune loi adoptée par le Conseil administratif local de Nauru ne peut devenir effective pour la simple raison qu'elle reste à l'état de projet jusqu'à ce qu'elle ait été approuvée par l'Administrateur ou par le Gouverneur général australien. Dans ces conditions, le sens attribué peut-être en anglais à l'expression "projets de loi" ne correspond pas à l'acception russe de ce terme. La délégation de l'Union soviétique ne demande pas à voir tous les projets de loi qui sont soumis au Conseil administratif local de Nauru; elle veut parler des projets qui sont adoptés par ce Conseil nauruan mais qui ne deviennent pas des lois parce qu'ils n'ont pas été approuvés par l'Administrateur du Territoire sous tutelle.

J'espère que cette précision permettra aux membres du Conseil, et notamment au représentant des Etats-Unis, d'appuyer notre amendement.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant voter sur l'amendement figurant au paragraphe 1 du document T/L.1085 et qui tend à modifier le premier paragraphe du projet de conclusions et de recommandations qui figure à l'annexe du document T/L.1079.

Par 4 voix contre une, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va maintenant voter sur le paragraphe 1 de l'annexe au document T/L.1079, non amendé.

Le paragraphe 1 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 2 de l'annexe au document T/L.1079. Il y a un amendement à ce paragraphe, et il fait l'objet du paragraphe 2 du document T/L.1085. Je mets d'abord aux voix cet amendement.

Par 6 voix contre une, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons voter maintenant sur le paragraphe 2, non amendé, de l'annexe au document T/L.1079.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 2 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je tiens à souligner que la délégation de l'Union soviétique, en votant pour le paragraphe 2 du projet de conclusions et de recommandations relatif au Territoire sous tutelle de Nauru, souhaite que son vote soit considéré en rapport avec l'amendement soumis par elle et qui explique sa position en la matière.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au paragraphe 3 de l'annexe au document T/L.1079. Un amendement à ce paragraphe, amendement qui fait l'objet du paragraphe 3 du document T/L.1085, propose de supprimer les mots "à certains égards".

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Dans ce paragraphe, le Conseil prend note de ce qu'avait dit le chef supérieur de Nauru. Or je ne comprends pas comment le représentant de l'Union soviétique pourrait supprimer quoi que ce soit dans ce qu'a dit le chef supérieur, étant donné que ce dernier a fait cette déclaration au Directeur de la réinstallation des Nauruans.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : En réponse à la question de la représentante du Libéria, je voudrais demander à l'un quelconque des membres du Comité de rédaction de citer le passage de la déclaration du chef supérieur du Territoire sous tutelle qui a trait au point que nous discutons. Cela permettrait de dissiper tous les doutes qui pourraient exister quant à la fidélité de la reproduction du texte de la déclaration du chef supérieur.

M. KIANG (Chine) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation ne pourra appuyer l'amendement visant à supprimer les mots "à certains égards" pour la raison suivante : répondant à l'une de mes questions, le conseiller Bernicke avait dit que l'opposition des Nauruans à la proposition du Gouvernement australien n'était pas basée sur la superficie de l'île Curtis, mais découlait du fait que les dirigeants nauruans ne trouvaient pas acceptables les "arrangements politiques". C'est pourquoi ma délégation souhaiterait beaucoup que les mots "à certains égards" soient maintenus dans le projet de recommandations soumis par le Comité de rédaction.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Il est quelque peu absurde, je dois l'admettre, de dire qu'un oiseau a deux ailes et qu'un cheval a quatre pieds. Mais, dans le cas présent, nous parlons d'une déclaration du Chef suprême et non d'une déclaration du conseiller Bernicke. Il semble qu'en pareil cas la déclaration du Chef suprême doive être reproduite intégralement. Tant que les membres du Comité de rédaction ne m'indiqueront pas le passage de la déclaration du Chef suprême dont il s'agit ici, tant qu'ils ne me prouveront pas que cette déclaration contient les mots "à certains égards", la délégation soviétique insistera en faveur de son amendement.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de la Chine vient de soulever une question tout à fait pertinente. La délégation australienne, le représentant spécial en particulier qui est Directeur de la réinstallation des Nauruans, a souligné que telle était l'attitude du Chef suprême quand il a discuté de la question du futur foyer nauruan avec le Chef suprême et autres dirigeants de l'île. Cela a résulté bien entendu du fait que le peuple nauruan, y compris le Chef suprême, avait envisagé l'île Curtis et l'île Fraser comme des lieux convenant pour la réinstallation des Nauruans. La préférence était allée à l'île Fraser. Sur cette base, partie vitale des propositions de réinstallation, des négociations se poursuivent pour déterminer les conditions finales dans lesquelles la réinstallation pourrait s'effectuer sur cette île.

C'est pourquoi, si je comprends bien la situation, il est parfaitement juste de dire que les propositions australiennes ne pouvaient "à certains égards" être acceptées par le Conseil de Gouvernement local de Nauru. Ces propositions sont, si mon interprétation est exacte, inacceptables à certains égards pour le moment, mais à d'autres égards et sur des points fondamentaux, elles sont dès à présent acceptables. C'est donc sur cette base que des négociations se poursuivent encore. On a souligné devant ce Conseil que l'étape suivante de ces négociations aurait lieu le mois prochain.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Malgré certains signes apparents, ce n'est pas la première fois que la délégation soviétique se préoccupe de cette situation au Conseil de tutelle. Nous savons que nous avons la possibilité de relire les déclarations faites par le Chef suprême aux deux dernières sessions du Conseil. Nous nous souvenons fort bien de la déclaration du Chef suprême sur la question dont nous nous occupons en ce moment; il a notamment dit que la recommandation en vue de la réinstallation des Nauruans et la proposition avancée par l'Autorité administrante étaient inacceptables pour le peuple nauruan. Cette déclaration, je tiens à le préciser, ne contient nulle part l'indication selon laquelle de telles propositions seraient inacceptables à certains égards seulement. Si je ne me trompe, la déclaration sur ce point est contenue dans les propositions concernant la réinstallation soumises le 19 juin 1963 au Gouvernement australien et figurant au document T/1600.

Sur ce point, je peux me tromper, mais pour le moment je ne suis pas en mesure de vous citer le passage pertinent, de même que je ne puis citer la déclaration exacte faite par le Chef suprême aux 29ème et 30ème sessions du Conseil de tutelle.

Ce paragraphe, tel qu'il est maintenant rédigé, n'est pas clair à nos yeux. Nous ne savons pas en réalité de quoi il s'agit quant au fond. Nous ne saurions souscrire à un texte aussi vague, susceptible de donner lieu à des interprétations divergentes. Nous ne savons pas de quoi il s'agit exactement; nous ne savons pas davantage à quelle déclaration du Chef suprême il est fait allusion ici. Sans doute, pourrions-nous relire les procès-verbaux du Conseil de tutelle, mais peut-être ces paragraphes intéressent-ils d'autres déclarations faites par le Chef suprême et que nous ne connaîtrions pas.

C'est pourquoi il serait sage de supprimer les mots "à certains égards", étant donné que le Conseil de tutelle ne connaît que les déclarations du Chef suprême aux termes desquelles les propositions du Gouvernement australien sont inacceptables et que ces déclarations ne contiennent pas les mots "à certains égards".

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Douze mois se sont écoulés depuis la dernière séance du Conseil à laquelle le Chef suprême de Nauru assistait en tant que conseiller du représentant spécial. Les propositions dont il est ici question ont été faites au cours de ces douze derniers mois. Le projet de résolution se lit comme suit :

"Le Conseil note que le chef supérieur de Nauru, au nom du Conseil de gouvernement local de Nauru, a informé le Directeur de la réinstallation des Nauruans que les propositions du Gouvernement australien ne pouvaient à certains égards être acceptées par le Conseil de Gouvernement local de Nauru, qui présenterait des contrepropositions." (T/L.1079, annexe, page 1)

Je suis prêt à admettre que le représentant de l'Union soviétique se trompe de fort bonne foi. C'est dans cet esprit que je lui expliquerai une fois de plus, comme l'a fait ici le représentant spécial qui est également Directeur de la réinstallation des Nauruans, que les propositions dont il est ici question sont celles qui ont été discutées depuis la dernière réunion de ce Conseil par le Directeur de la réinstallation des Nauruans qui a pris la parole ici et a, dans le détail, exposé ces propositions au Conseil.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement tendant à supprimer les mots "à certains égards" à la troisième ligne du paragraphe 3 du document T/L.1079.

Par 6 voix contre une, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets maintenant aux voix le paragraphe 3 tel qu'il figure au document T/L.1079, annexe, page 1.

Par 6 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 3 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix le paragraphe 4 qui n'a pas fait l'objet d'amendements.

Par 7 voix contre une, le paragraphe 4 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais expliquer brièvement le vote de la délégation de l'Union soviétique sur ce paragraphe. Du point de vue des recommandations, ce paragraphe ne contient rien de positif puisque les déclarations de la Puissance administrante sur ce point constituent, sinon une pression directe, au moins une tentative d'exercer une influence indirecte sur la population du territoire sous tutelle. Nous ne devrions pas parler ici du fait que la Commission du Queensland étudie la construction de maisons pour la population nauruane. Je ne crois pas que le Conseil de tutelle doive prendre note de cela dans ses conclusions.

En fait, qu'y a-t-il dans ce paragraphe qui puisse être considéré comme une conclusion ou une recommandation? Ce paragraphe rapporte simplement quelques faits qui, soit dit en passant, semblent préjuger les décisions que pourraient prendre les Nauruans eux-mêmes. Le peuple de Nauru n'a pas encore résolu de s'installer sur l'île Curtis et il n'est pas sûr qu'il acceptera de le faire. Or, en adoptant ce point, le Conseil de tutelle semble encourager l'Autorité administrante dans les efforts qu'elle fait pour influencer la décision des Nauruans en la matière. C'est pourquoi ma délégation n'a pas pu appuyer ce paragraphe et a voté contre.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais rappeler, en manière de préambule, les circonstances afférentes à cette terre. Il s'agit d'une terre extrêmement précieuse : 200 milles carrés de superficie environ faisant partie de l'un des meilleurs ports de la côte australienne; adjacente, sur un quart de l'île, à l'une des parties les plus florissantes et les plus prometteuses de l'Australie. Le Gouvernement australien est prêt, comme cela a été expliqué ici, à acquérir cette terre des propriétaires privés actuels et à en confier la propriété au peuple nauruan, lequel aurait pleine autorité sur ce territoire en tant que propriété privée.

M. McCarthy (Australie)

Pour montrer sa bonne foi en la matière, le Gouvernement australien a acquis la partie la plus importante et la plus précieuse de l'île. A cet effet, le Gouvernement australien est en train de déposséder quarante familles australiennes et de leur verser une compensation satisfaisante ainsi que de leur procurer de nouveaux foyers, afin que, si le peuple nauruan désire, à un moment quelconque, s'installer sur l'île Curtis, cette île soit disponible pour eux.

Pourtant, le représentant de l'Union soviétique ne voit là rien d'extraordinaire; au contraire, il y voit une forme de pression sur les Nauruans. Ce serait une forme de pression si la terre cessait d'être disponible. Mais par quel raisonnement peut-il voir là une forme de pression et quelque sinistre complot de l'Autorité administrante? J'avoue que je ne le vois pas.

Vous avez là une île qui, à presque tous les égards, correspond aux vœux des Nauruans, si ce n'est qu'il y a quelques serpents comme il y en a un peu partout en Australie, qu'il y a des insectes et qu'il n'y a pas de gisements minéraux. A part cela, l'île, à presque tous les égards, correspond aux vœux des Nauruans et elle a été acquise au prix de nombreux sacrifices matériels et d'inconvénients personnels pour de nombreuses personnes - non pas le gouvernement, mais de simples citoyens australiens - afin de permettre aux Nauruans de pouvoir s'y installer s'ils le désirent. Cependant, le représentant de l'Union soviétique ne voit là qu'un sujet de critique.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais rappeler quelques faits importants en la matière. Tout d'abord, les Nauruans, à l'heure actuelle, vivent sur leur propre île, qui est leur patrie. Heureusement ou malheureusement pour eux, cette île possède une richesse naturelle sous forme de phosphates. Ces phosphates sont exploités par les British Phosphate Commissioners qui progressivement, pas à pas, année après année, morceau par morceau, ont détruit matériellement la patrie des Nauruans, détruit ce qui est leur propriété. Je ne doute pas que, pour quiconque, ce serait demander beaucoup que de lui demander d'abandonner sa patrie. Cependant, à la présente session du Conseil de tutelle, nous avons entendu des discours sur l'île Curtis. On nous a dit qu'elle avait une certaine superficie, qu'on y trouvait telles et telles conditions naturelles, qu'il y avait des serpents,

M. Fotine (URSS)

qu'il n'y avait pas de ressources naturelles, etc, etc. et que cette île répondrait parfaitement aux besoins des Nauruans si seulement ils voulaient bien s'y installer. Mais on oublie toujours que, jusqu'à présent, les Nauruans n'ont pas donné leur accord quant à une réinstallation sur cette île et qu'un élément très important manque, à savoir une décision prise par ce petit peuple de s'installer sur cette île où le pousse l'Autorité administrante.

M. Fotine (URSS)

Ainsi donc, quels que soient les efforts faits par l'Autorité administrante au sujet de l'île Curtis - malheureusement ils ne sont pas aussi importants qu'on voudrait nous le faire croire - cela n'aura pas grande signification aussi longtemps que les Nauruans n'auront pas pris la décision de se réinstaller dans l'île. Quelle est, dans ces conditions, la nécessité d'énumérer les mesures prises par l'Autorité administrante dans ce domaine? Il ne peut y avoir à cela qu'une raison et la délégation soviétique l'a clairement indiqué, il s'agit d'essayer de faire pression sur les Nauruans, d'influencer leur décision et, en disant que l'Autorité administrante a pris telle ou telle autre mesure, on essaie de forcer les Nauruans, contre leur vœu peut-être, à prendre la décision qui convient à l'Autorité administrante.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je serai très bref, car je n'ai pas l'intention de poursuivre un débat qui déjà a occupé le Conseil pendant bien des jours. Je voudrais préciser simplement et avec un très réel regret que je crois sincèrement que, si le Gouvernement australien n'avait pas décidé d'acheter l'île Curtis, il aurait entendu exactement les mêmes critiques de la part du représentant de l'Union soviétique.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passerons maintenant au paragraphe 5 du projet de conclusions, contenu dans le document T/L.1079. Aucun amendement n'a été présenté à ce paragraphe. Y a-t-il quelques observations?

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 5 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le paragraphe 6 du projet de conclusions et de recommandations a fait l'objet d'un amendement qui figure au paragraphe 4 du document T/L.1085 et qui propose l'addition d'un texte inscrit dans ce document.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : La date du document pour lequel un amendement est proposé est le 19 juin 1962. Nous sommes aujourd'hui le 24 juin 1964. Depuis la date de parution du document en question, comme la délégation australienne l'a fait remarquer au Conseil, des négociations se sont déroulées sans cesse entre le Gouvernement australien et le Comité

M. McCarthy (Australie)

nauruan de réinstallation. La situation a marqué des progrès très nets au cours de ces deux dernières années et j'espère sincèrement qu'il continuera d'en être ainsi. Dans ces conditions, la situation qui existait le 19 juin 1962, n'est pas celle enregistrée le 24 juin 1964. Ma délégation s'opposera donc à cet amendement.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Depuis que ce rapport est apparu dans les archives des Nations Unies, nous avons entendu dire que l'Australie n'avait guère de sympathie pour ces quelques feuilles de papier qui présentent une importance toute particulière puisque ces quelques pages sont l'expression des vues de la population autochtone du Territoire sous tutelle. Ce que vient de dire le représentant de l'Australie ne fait que confirmer notre conviction selon laquelle l'Autorité administrante voudrait tout simplement oublier ces propositions; or, ceci n'étant pas possible, puisque ces propositions figurent dans les archives et que nous les avons en mains, l'Autorité administrante voudrait les priver de toute force. Cependant, je ne crois pas qu'on m'accusera d'exagérer si je dis, au nom de la délégation soviétique, que le représentant de l'Australie ne peut au sein de ce Conseil de tutelle citer une seule déclaration, un seul document, en provenance du Conseil de gouvernement local de Nauru qui rendrait nuls et non avenue ces documents.

Les conditions proposées par les Nauruans pour leur réinstallation, que sont-elles? La délégation de l'Union soviétique les énumère dans son amendement et elles se lisent comme suit :

- "a) Maintien de la pleine indépendance des Nauruans en tant que nation indépendante et souveraine;
- "b) Souveraineté territoriale des Nauruans dans leur nouveau foyer;
- "c) Maintien de Nauru sous la souveraineté des Nauruans, en tant que patrie."

M. Fotine (URSS)

Nous savons que l'Australie ne voudrait pas transférer la souveraineté de l'île Curtis aux Nauruans si ces derniers décidaient de s'y réinstaller. C'est là un fait que l'on ne peut ni dissimuler ni éviter; or ce fait est contraire aux vœux des Nauruans énumérés dans le document que nous venons de citer. Depuis le 19 juin 1962, les Nauruans n'ont abandonné aucune des conditions qu'ils ont présentées à l'époque à l'Autorité administrante, conditions que le Conseil doit prendre en considération et qui devront nous guider si nous voulons tenir compte, avant tout, des vœux des Nauruans.

De plus, dans son rejet catégorique de l'amendement soviétique, le représentant de l'Australie refuse aussi d'appuyer la dernière partie de l'amendement qui précise :

"Le Conseil estime que les vœux du peuple nauruan sur toutes les questions qui l'intéressent doivent avoir la primauté."

Que peut-on demander de plus clair que cette phrase? Quels autres intérêts pourraient avoir la primauté dans les débats du Conseil quant à l'attitude de l'Autorité administrante à l'égard de l'avenir du peuple nauruan?

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : En appuyant ce qu'a dit le représentant de l'Australie, il y a quelques instants, je voudrais rappeler quelque chose qui figure dans la déclaration que j'ai faite au cours du débat général sur Nauru, il y a une semaine ou deux. J'ai essayé de démontrer ce que me semble être la situation, c'est-à-dire que le fossé entre la position de la communauté nauruane et celle du Gouvernement australien sur la question de la réinstallation, n'est pas aussi large qu'on a bien voulu le prétendre quelquefois. J'ai rappelé une déclaration faite ici par le Directeur de la réinstallation des Nauruans, le représentant spécial, dans laquelle il a indiqué comment la mesure d'autonomie que le Gouvernement australien estime pouvoir accorder à la communauté nauruane dans l'île Curtis, s'étendrait très loin. J'ai rappelé en même temps une déclaration du Chef supérieur de Nauru, faite devant ce Conseil il y a un an, c'est-à-dire un an après la présentation du document T/1600 et un an avant le présent débat. Dans cette déclaration, le Chef supérieur de Nauru a dit - je ne puis citer ses mots exacts - que la communauté nauruane attendait de l'Autorité administrante qu'elle aille aussi loin que

M. Norrish (Nouvelle-Zélande)

possible pour répondre aux vœux énoncés dans le document T/1600. C'est là une déclaration qui date d'un an et il me semble, dans ces conditions, que le texte actuel du paragraphe 6 du projet de conclusions et de recommandations sur Nauru constitue une déclaration très exacte et très équilibrée des vues de la majorité des membres du Conseil et de la manière dont ce dernier désire que les négociations se poursuivent.

Les mots : "Le Conseil comprenant parfaitement les difficultés qui se posent..." me paraissent refléter un aspect important des considérations que tous, ou presque tous, nous avons eues à l'esprit. Le paragraphe continue :

"demande instamment au Gouvernement australien et au Conseil de gouvernement local de Nauru de poursuivre leurs consultations en vue de trouver une solution harmonieuse, compte tenu du désir légitime des Nauruans de préserver leur identité nationale."

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je me bornerai à la remarque suivante : comme le savent parfaitement les membres du Conseil de tutelle, il y a également, en plus de l'Australie, la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande dans l'Autorité administrante du territoire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons voter maintenant sur l'amendement contenu dans le paragraphe 4 du document T/L.1085.

Par 4 voix contre 2, avec 2 abstentions, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 6 des conclusions figurant au document T/L.1079. Y a-t-il des observations?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais donner une explication de vote avant le vote sur le paragraphe 6. En tant que représentant d'une autorité administrante, je me trouve quelquefois un peu en difficulté au moment du vote, en raison de ma qualité de serviteur de mon gouvernement, et aussi en tant que quelqu'un qui serait censé faire certaines recommandations à ce gouvernement, position dont tout le monde ici, j'en suis persuadé, comprendra la délicatesse. C'est pourquoi, en raison de ces questions de principe et de bienséance, je m'abstiendrai lors du vote sur ce paragraphe.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais, au nom de ma délégation, exprimer l'espoir que si la délégation australienne éprouve la moindre difficulté pour voter sur ce problème, cela n'est pas dû à la partie de la recommandation qui se lit comme suit :

"... de poursuivre leurs consultations en vue de trouver une solution harmonieuse, compte tenu du désir légitime des Nauruans de préserver leur identité nationale."

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Ce n'est pas là que réside la difficulté que j'éprouve. En fait, le représentant de l'Union soviétique a essayé de jouer au devin mais sans lire dans mon esprit. La difficulté en question a trait aux termes employés à ce propos, à savoir "demande instamment". Je ne doute pas que le Gouvernement australien fera - en fait je sais qu'il est en train de le faire - précisément ce qui lui est enjoint dans le paragraphe, mais il ne m'appartient pas, en tant que serviteur de ce gouvernement, de lui demander instamment d'agir dans un sens ou dans un autre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : J'ai donné la parole au représentant de l'Australie pour une explication de vote, et je ne pense pas qu'il appartienne à quelqu'un d'autre d'interpréter ou d'expliquer son vote. Si le représentant de l'Union soviétique veut bien me le permettre, je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 6 du document P/L.1079, sans amendement.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 6 est adopté.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais simplement exprimer ma satisfaction de m'être trompé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 5 du document T/L.1085, à savoir la proposition soviétique d'inclure un nouveau paragraphe 7 au document T/L.1079 avant le paragraphe 7 actuel.

Par 5 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Cela nous amène au paragraphe 7 du document T/L.1079. Il n'y a pas d'amendement, à l'exception de la suggestion suivant laquelle, dans le texte anglais, le mot "Administrator", à la onzième ligne, soit orthographié avec un "o". Y a-t-il des observations?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Pour les raisons de qualification, déjà exprimées dans mon explication précédente, ma délégation s'abstiendra lors du vote sur ce paragraphe.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 7 du document T/L.1079 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 8 du document T/L.1079 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 6 du document T/L.1085, à savoir la proposition soviétique tendant à inclure un nouveau paragraphe 9 au document T/L.1079. Y a-t-il des observations?

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Un mot seulement, pour donner lecture de l'amendement :

"Le Conseil juge anormal que les postes administratifs de responsabilité soient encore occupés par des Australiens."

En réalité, les postes les plus importants ne sont plus occupés par des Australiens.

Par 5 voix contre une, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Par 7 voix contre une, avec une abstention, le paragraphe 9 du document T/L.1079 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 10 du document T/L.1079 est adopté.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais simplement expliquer mon abstention lors du vote sur le paragraphe 10. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, ce sont des raisons de bienséance qui m'ont inspiré et cette abstention ne signifie pas - bien au contraire - que nous ne soyons pas d'accord avec le sens du paragraphe quant au fond.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant au paragraphe 7 de l'amendement soviétique figurant au document T/L.1085, tendant à proposer l'addition d'une rubrique intitulée "Système judiciaire". Y a-t-il des observations?

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Le représentant de l'Union soviétique serait-il d'accord pour supprimer de son amendement les mots "avec regret" après "le Conseil note"? Ceci se fonde sur le fait que, de temps à autre, nous pourrions, à mon avis, rendre hommage aux autres membres du Conseil. Tout en disant la vérité, nous pourrions la dire d'une façon courtoise.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je me fais un plaisir d'accepter l'amendement soumis par la représentante du Libéria.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'avais osé espérer que le représentant de l'Union soviétique aurait apprécié le point que j'ai soulevé dans la discussion à propos de la pratique judiciaire australienne, lorsque j'ai expliqué le système australien de nomination et de révocation des magistrats. Je suis heureux de dire que je ne connais aucun cas, dans ma propre expérience de notre système judiciaire, où un magistrat ait dû être révoqué; il n'y a eu aucun cas de cette sorte à Nauru.

J'espérais avoir fait comprendre qu'il était nécessaire de donner à l'administrateur certains pouvoirs pour la protection des Nauruans, dans l'éventualité d'une incompétence avérée ou dans d'autres cas encore plus regrettables, entraînant la prise de certaines dispositions à l'égard d'un magistrat. Comme je l'ai dit, cela n'a jamais été nécessaire et, je l'espère sincèrement, ne le sera jamais, pas plus à Nauru qu'en Australie. La sauvegarde est, bien entendu, que la révocation ne peut se produire qu'après administration de la preuve des circonstances extraordinaires auxquelles une référence a été faite au cours de la discussion.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais attirer l'attention des membres du Conseil sur un passage de la déclaration faite par le représentant soviétique au Conseil de tutelle, le 9 juin 1964; ce passage est le suivant :

"A l'heure actuelle, l'administrateur a le droit de déplacer les juges des tribunaux de toute instance dans le territoire sous tutelle, comme le dit le rapport de l'Autorité administrante de 1962-1963, pour des raisons 'de mauvaise conduite ou d'incompétence'." (1236ème séance, p. 78-80)

M. Fotine (URSS)

Comme nous le savons, personne, sauf le représentant de l'Autorité administrative, ne peut décider si, oui ou non, un juge du Territoire sous tutelle est incompetent ou se rend coupable de mauvaise conduite. L'administrateur détient ce droit.

Le représentant de l'Australie nous a parlé tout à l'heure de protéger les intérêts des Nauruans et c'est ainsi qu'il a justifié le maintien des pouvoirs de l'administrateur. Or, la délégation soviétique estime que, dans les cas cités par le représentant de l'Australie, les Nauruans pouvaient eux-mêmes se charger de défendre leurs intérêts et pouvaient eux-mêmes juger de l'incompétence ou de la mauvaise conduite d'un juge. Voici pourquoi, précisément pour défendre les intérêts des Nauruans contre l'éventualité d'une contestation d'une décision judiciaire, la délégation soviétique croit devoir insister sur l'adoption de l'amendement qu'elle a déposé et qui figure au paragraphe 7 du document T/L.1085.

M. McCarthy (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire une dernière tentative désespérée pour apaiser les craintes - si craintes il y a - du représentant de l'Union soviétique. Dans notre système judiciaire, personne ne peut destituer un juge, un administrateur ou qui que ce soit. Pour cela, il faut être complètement et absolument sûr de son terrain et si un administrateur ou quelqu'un d'autre veut se débarrasser d'un juge il faut apporter des preuves officielles des raisons avancées.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Le Conseil va voter maintenant sur la suppression des mots "avec regret" au paragraphe 7 du document T/L.1085.

Par 3 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en venons au document T/L.1079, paragraphe 11, dans le chapitre "progrès économique". Aucun amendement n'a été présenté à ce paragraphe.

Par 6 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le paragraphe 11 est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 12 est adopté.

Le paragraphe 13 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en revenons au document T/L.1085, paragraphe 8, qui propose l'adjonction d'un nouveau paragraphe 14.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais faire observer que les phosphates sont utilisés en très grande partie pour le développement national et le bien-être des Nauruans.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Etant donné que je n'ai pas sous les yeux le texte de la résolution 1803 (XVII), puis-je demander si le mot "inaliénable" apparaît dans cette résolution?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je n'ai pas, moi non plus, sous les yeux, la résolution 1803 (XVII), mais je peux dire au représentant des Etats-Unis, bien que je ne puisse pas, pour l'instant, citer exactement la résolution, que le mot "inaliénable" y figure. Si je ne me trompe pas, je crois que ce mot figure dans le titre même.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Je crois que ma délégation peut soutenir le principe contenu implicitement dans cette déclaration, c'est-à-dire que les Nauruans ont des droits sur les phosphates; mais j'estime que c'est là un truisme qui n'a pas besoin d'être répété. Je ne pense pas que personne ait jamais prétendu qu'ils n'ont pas de droit sur ces phosphates. Je me demande qu'elle est le but de cet amendement, en ce moment particulier, puisque ce principe a déjà été approuvé par l'Assemblée générale.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Nous ne pouvons pas ici examiner minutieusement la résolution mentionnée; je n'arrive pas à trouver l'expression "droit inaliénable", mais je suis sûr que, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur le droit inaliénable des Etats et je suis sûr qu'elle n'a pas employé le mot "progrès", mais qu'elle a employé le mot "développement".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Pour ce qui est de la traduction en anglais du document russe, nous nous en remettons à la représentante du Libéria; il appartient aux représentants de pays de langue anglaise de veiller à l'exactitude de la traduction de notre proposition en anglais.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Aucune observation n'étant présentée, je mets aux voix l'amendement soviétique figurant au paragraphe 8 du document T/L.1085.

Par 4 voix contre 3, avec une abstention, l'amendement soviétique est rejeté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 14 du projet de conclusions et de recommandations (T/L.1079) est adopté.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 15 est adopté.

Le paragraphe 16 est adopté à l'unanimité.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je prie les membres du Conseil de se reporter maintenant au document T/L.1084, qui contient un amendement proposé par le Libéria et qui suggère d'ajouter, à la fin de la section IV (Progrès social), le paragraphe suivant :

"Le Conseil espère que l'âge auquel les femmes sont admises à voter sera ramené de 21 à 18 ans."

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : En rédigeant cet amendement, je me suis efforcée de tenir compte des sentiments du représentant de l'Australie; toutefois, je ne pense pas qu'il puisse s'opposer à ce que le Conseil exprime l'espoir que cette condition d'âge soit changée. C'est pourquoi je demande que cet amendement soit voté à l'unanimité.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : J'éprouve, à l'égard de cet amendement, le même embarras que j'avais éprouvé à l'égard d'un amendement semblable que la représentante du Libéria avait présenté au sujet de la Nouvelle-Guinée. J'avais expliqué alors que je n'étais nullement opposé au droit de vote pour les femmes; c'est un droit qu'elles ont en Australie. Je ne vois pas pourquoi, cependant, les femmes devraient pouvoir voter à l'âge de 18 ans alors que les hommes ne peuvent voter qu'à 21 ans. En tous cas, je ne vois pas la raison d'être de cet amendement qui, par contre, pourrait constituer une discrimination contre les hommes. Je ne suis pas non plus certain - il se peut que je me trompe - que l'expression d'un espoir de ce genre sera tellement appréciée par les Nauruans. Je n'ai pas connaissance - et je sais que tous les Nauruans n'ont pas connaissance - de l'existence d'un désir urgent de ramener l'âge auquel les femmes votent de 21 à dix-huit ans; la simple expression d'un espoir du Conseil de tutelle à cet égard - et notre Conseil est profondément respecté à Nauru - pourrait se révéler gênante. Par conséquent, c'est très sincèrement que je regrette, pour notre collègue du Libéria, de ne pas pouvoir appuyer cet amendement.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Si le représentant de l'Australie pense que cet amendement serait gênant pour les hommes, je ne pense pas qu'il le sera pour les femmes. Du reste, nous avons déjà discuté cette question et j'ai déjà donné les raisons qui m'ont incitée à déposer cet amendement. Il ne s'agit pas de discrimination contre les hommes. J'ai déjà dit que, si les hommes désirent pouvoir voter à dix-huit ans, ils devraient y être autorisés. Mais je soutiens que, si les femmes peuvent se marier à l'âge de seize ans, elles devraient au moins pouvoir voter à l'âge de dix-huit ans. En outre, cet âge limite de dix-huit ans est accepté presque universellement.

C'est pourquoi, je le répète, je recommande mon amendement à l'attention du Conseil en espérant qu'il sera adopté à l'unanimité.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : La délégation soviétique appuie l'amendement déposé par la représentante du Libéria et je précise que, dans notre pays, les femmes et les hommes ont le droit de voter à l'âge de dix-huit ans. En fait, nous pourrions penser à étendre aux hommes nauruans la portée de l'amendement en question. Puisque l'Autorité administrante semble vouloir s'y opposer, le fait d'exprimer un espoir du Conseil de tutelle incitera les femmes nauruans à combattre pour leurs droits et à lancer un mouvement de suffragettes dans l'île de Nauru pour régler ce problème.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Notre collègue soviétique continue à décrire mes pensées et sentiments les plus secrets. Mais l'expression qu'il vient d'utiliser à mon égard n'est pas exacte; il aurait mieux fait de parler de "profond dilemme" ou d'une chose de ce genre.

Comme je l'avais expliqué à la représentante du Libéria lorsque cette même question fut soulevée à propos de la Nouvelle-Guinée, je pense qu'il y a dans son esprit un malentendu en ce qui concerne le rapport entre l'âge de mariage et l'âge du vote. A mon sens - et j'estime que mon interprétation est exacte - aucun texte légal ne prévoit qu'une femme ne peut pas se marier à l'âge de dix-huit ans et qu'un homme ne le peut pas. Un homme peut se marier à l'âge de dix-huit ans; une femme le peut également; à ma connaissance, aucune disposition légale n'empêche un homme de se marier à dix-huit ans et, en fait, hommes et femmes dans ces régions peuvent se marier à dix-huit ans si cela leur convient.

J'estime donc que l'amendement se fonde sur un malentendu en l'espèce; en tous cas, le mariage n'a aucun rapport avec le droit de vote indiqué dans cet amendement. Je suis donc dans le même dilemme.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je m'excuse de retenir le Conseil encore un moment; mais, je ne peux pas laisser passer cette déclaration du représentant de l'Australie sans ajouter une explication. Il n'y a aucun malentendu de ma part; je dis qu'il est universellement accepté que les femmes puissent voter à dix-huit ans. Je recommande mon amendement au Conseil et je demande au représentant de l'Australie de l'appuyer.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je mets aux voix l'amendement de la représentante du Libéria (T/L.1084).

Par 3 voix contre 2, avec 3 abstentions, l'amendement est adopté.

M. DOISE (France) : Je désire expliquer que je me suis abstenu parce que j'ai éprouvé quelques inquiétudes, non pas sur la forme de l'amendement, mais sur les possibilités qui pourraient en découler en ce qui concerne la paix des ménages à Nauru.

M. YATES (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Ma délégation s'est abstenue lors du vote car elle estime que c'est là une question qui concerne en réalité les habitants de Nauru. C'est à eux qu'il appartient de déterminer les conditions à remplir pour être électeurs. Je me suis donc abstenu.

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à exprimer ma profonde surprise de constater que des représentants de grandes nations, qui championnent la cause des femmes très vigoureusement dans leur propre pays, ou se sont abstenus, ou ont voté contre l'amendement. Je dirai aussi que ce n'est pas la première fois que la représentante du Libéria a essayé de faire avancer la cause des femmes dans le monde entier, et que malgré les oppositions, il s'est toujours avéré qu'elle avait raison.

M. NORRISH (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) : Pour expliquer mon vote, je dirai ceci : je ne peux pas parler en ce Conseil en tant que représentant d'une grande nation, mais je peux parler en tant que représentant d'un pays qui a été parmi les premiers, sinon le premier, à donner le droit de vote aux femmes. Je me suis abstenu parce que, en Nouvelle-Zélande - où je crois que la situation ne diffère pas essentiellement de celle qui me paraît exister à Nauru - l'âge minimum pour le mariage est le même pour les hommes et pour les femmes. Je crois que c'est 16 ans. L'âge requis pour voter est également le même pour les femmes et pour les hommes. C'est 21 ans.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Du fait de l'adoption de l'amendement libérien, il y aura un nouveau paragraphe 17 et les autres paragraphes devront être numérotés de nouveau. Néanmoins, pour le vote, nous suivrons la numérotation actuelle des paragraphes.

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : A moins d'objections de la part des autres membres du Conseil, je suggère que, pour accélérer nos travaux, nous mettions aux voix ensemble les paragraphes 17 et 18 d'une part, puis, d'autre part, les paragraphes 19 et 20.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'objections, je vais mettre aux voix ensemble les paragraphes 17 et 18.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, les paragraphes 17 et 18 sont adoptés.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je demande un vote séparé sur les paragraphes 19 et 20.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 19 est adopté.

Le paragraphe 20 est adopté à l'unanimité.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, le paragraphe 21 est adopté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons maintenant aux recommandations figurant au paragraphe 4 du document T/L.1079. Il se lit comme suit :

"Le Comité pense que le Conseil de tutelle pourrait utiliser la version révisée du document de travail relatif à la situation dans le Territoire sous tutelle de Nauru (T/L.1072/Rev.1) comme texte de base pour le chapitre sur la situation dans ce territoire, qui doit figurer dans le prochain rapport du Conseil de tutelle à l'Assemblée générale, et adopter les conclusions et recommandations figurant dans l'annexe ci-après pour insertion à la fin de la section ou sous-section correspondante du chapitre en question."

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, les recommandations figurant au paragraphe 4 du document T/L.1079 sont adoptées.

DISPOSITIONS A PRENDRE POUR L'ENVOI D'UNE MISSION DE VISITE PERIODIQUE DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE DE NAURU ET DE LA NOUVELLE-GUINEE EN 1965 (T/L.1082, L.1086) (suite)

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Je donne la parole au représentant du Royaume-Uni pour qu'il présente le projet de résolution figurant dans le document T/L.1082.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Conformément à la procédure habituellement suivie, ma délégation propose que, comme l'indique le projet de résolution, la désignation de la Mission de visite dans les Territoires sous tutelle de Nauru et de la Nouvelle-Guinée en 1965 soit décidée comme l'a suggéré le Président dans sa déclaration d'hier. Je ne pense pas qu'il soit nécessaire que je lise ou explique ce projet, qui s'entend de lui-même.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Hier, le représentant de l'Union soviétique a présenté des amendements au projet de résolution figurant dans le document T/L.1082. Ces amendements font l'objet du document T/L.1086. Etant donné qu'il n'y a pas d'observations sur le projet ni sur les amendements, je propose de voter d'abord sur les amendements. Le premier se rapporte au paragraphe 1 du dispositif et consiste à ajouter les mots "et dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale]", après les mots "à l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte des Nations Unies".

Par 4 voix contre 2, avec une abstention, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous passons au deuxième amendement, qui consiste à supprimer la fin du paragraphe 1 du dispositif, à partir des mots "compte tenu des dispositions appropriées de la Charte..."

Par 7 voix contre une, l'amendement est rejeté.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Avant de mettre aux voix le projet de résolution dans son ensemble, je voudrais expliquer que les blancs qui apparaissent dans le deuxième paragraphe du préambule seront remplis par les noms des représentants des quatre pays qui doivent encore être désignés. Si je comprends bien, jusqu'ici, deux noms ont été soumis. J'espère qu'à notre prochaine séance le Conseil pourra prendre une décision sur les noms du Président et des membres. En attendant je souhaite que le Conseil puisse voter sur l'ensemble du projet de résolution, qui sera complété, comme je l'ai dit, lors de notre prochaine séance.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant passer au vote sur le projet de résolution T/L.1082.

Par 7 voix contre zéro, avec une abstention, la résolution est adoptée.

M. McCARTHY (Australie) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais, sur ce point, faire quelques remarques sur certaines observations formulées hier par le représentant de l'Union soviétique lorsqu'il a parlé de cette question à la fin de notre discussion. Il a alors dit, à juste titre à mon sens, que la composition des missions de visite devait toujours faire l'objet de la plus grande attention de la part des Nations Unies et, à ce sujet, il a cité l'article 96 du règlement intérieur du Conseil de tutelle, qui est en fait l'article 95 du règlement actuel. Je ne le lui reproche nullement. Il s'agit en fait de l'article 95 de la sixième révision de notre règlement. C'est à cet article que je me réfère, article que le représentant de l'Union soviétique a cité hier comme étant l'article 96. Ma délégation ne saurait souscrire à son interprétation de cet article pour la simple raison qu'il enjoint au Conseil de choisir les membres de chaque mission de visite, ce qui signifie clairement qu'il appartient au Conseil de désigner des personnes, et c'est là une pratique toujours suivie par le Conseil, ainsi que le prévoit son règlement, pratique illustrée d'ailleurs par la résolution que nous venons d'adopter. Ces personnes désignées conformément à la deuxième partie de cet article, doivent comprendre de préférence un ou plusieurs représentants siégeant au Conseil, c'est-à-dire que le Conseil doit de préférence désigner un ou plusieurs délégués siégeant autour de cette table et, de préférence encore, ne pas choisir des personnes appartenant à un des pays qui ont été nommés et qui, en fait, ne représentent pas ce pays en tant qu'individus. Il n'y a là aucune obligation; c'est simplement une question de préférence, une préférence qui se comprend tout naturellement parce que les représentants qui siègent ici ont acquis l'expérience et la connaissance qui leur permettent d'aborder les tâches qui leur sont confiées avec une appréciation parfaite des intérêts et des procédures du Conseil. De plus, la Mission de visite devant présenter un rapport au Conseil, les connaissances de première main qu'ont ces membres des Territoires sous tutelle contribuent d'une manière générale à une plus grande efficacité des travaux de la Mission.

M. McCarthy (Australie)

Sur un autre aspect des missions de visite, notre collègue soviétique a semblé prétendre qu'il y avait une sorte d'échange de membres de ces missions, une sorte de complot sinistre, entre par exemple mon pays et les Etats-Unis. Il a souligné, à juste titre je pense, que l'Australie avait fait partie de quatre missions de visite. Cela, je le dis, est absolument vrai. Mais l'Australie n'a jamais fait partie d'une mission de visite dans les territoires américains. Jamais. Les territoires dans lesquels nous nous sommes rendus comme membre d'une mission ont été : le Tanganyika et Rwanda Burundi en 1948, le Cameroun et le Togo en 1949, le Tanganyika et Rwanda Burundi en 1951, le Cameroun et le Togo à nouveau en 1952. Il est, je crois, intéressant de noter que ces pays sont aujourd'hui tous indépendants, Membres souverains et respectés des Nations Unies.

Il est également intéressant de remarquer, puisque notre attention a été appelée sur ce point par notre collègue, que les pays suivants, outre la participation de l'Australie dont je viens de parler, ont fait partie de missions de visite : Belgique, Bolivie, Birmanie, Chili, Chine, Costa Rica, République Dominicaine, Salvador, France, Guatemala, Haïti, Inde, Iraq, Italie, Libéria, Mexique, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Syrie, Thaïlande, République arabe unie, Royaume-Uni et Etats-Unis. Ce large éventail représente, nous semble-t-il, un ensemble géographique fort intéressant, en même temps qu'un vaste ensemble d'intérêts et une diversité d'attitudes politiques sur les questions coloniales.

Hier, le représentant de l'Union soviétique s'est plaint de ce que les Soviets n'avaient jamais fait partie d'une mission de visite. C'est vrai. Et il y a eu quelque 17 ou 18 missions, dont 10 en Afrique. Une remarquable unanimité d'opinion s'est donc apparemment manifestée au sein de ce Conseil, depuis sa fondation, tendant à ce que les Soviets ne fassent pas partie d'une mission de visite. Pourquoi? Puisque le représentant de l'Union soviétique a lui-même soulevé ce point, peut-être pourrait-il y réfléchir lui-même. Il s'est exprimé comme si l'Australie seule s'était opposée à la représentation de son pays. De toute évidence, il n'en est pas ainsi. En fait, si l'Union soviétique n'a jamais été représentée dans aucune des 17 ou 18 missions de visite qui se sont rendues dans les divers Territoires sous tutelle, c'est évidemment, comme je l'ai dit, parce que le Conseil a pris des décisions en ce sens, et ce depuis sa première réunion, et qu'il a toujours cherché une composition équilibrée entre les représentants de puissances administrantes et de puissances non administrantes.

M. McCarthy (Australie)

Le représentant de l'Union soviétique, parlant d'objectivité, a mis en doute l'objectivité de certains représentants, de certains membres de missions de visite. Je voudrais lui dire que si de véritables manifestations d'objectivité s'étaient manifestées dans l'attitude soviétique à l'égard des problèmes des Territoires sous tutelle tout au long de ces années, il n'aurait pas besoin maintenant de se plaindre que son pays n'ait jamais été appelé à faire partie d'une mission de visite, où que ce soit, ni d'avouer l'échec qui est le sien depuis 1947 jusqu'à ce jour, comme il l'a fait dans son intervention hier, c'est-à-dire au cours d'une période pendant laquelle huit des onze Territoires dont le Conseil s'est préoccupé, ont été guidés, aidés et encouragés dans leur accession à l'indépendance par ce Conseil. Je crois précisément que c'est ce manque d'objectivité qui s'est manifesté annuellement ici par l'incapacité des Soviétiques à trouver le plus petit élément favorable dans les efforts de tant de gens dévoués à leur tâche dans les régions dont nous nous occupons, qui est la cause de la défaite des Soviétiques.

M. McCarthy (Australie)

Poursuivant cet exemple un peu plus loin, je dirai qu'il m'a toujours semblé extraordinaire - et que j'en ai toujours éprouvé un regret considérable - que même les travailleurs les plus dévoués, autochtones et australiens, dans les territoires australiens : n'aient pas vu leurs efforts reconnus par les Soviets de la plus petite manière. Je répète qu'il s'agit de tous les travailleurs, autochtones et australiens, médecins et infirmiers, membres de l'enseignement, constructeurs de routes, agriculteurs, fonctionnaires de patrouilles, pilotes d'avions, équipages de navires, et bien d'autres encore, la plupart d'entre eux animés d'un grand esprit de service et résolus à détruire les dernières barrières de l'ignorance et de la superstition, afin que le peuple au sein duquel ils vivent puissent jouir de ce que nous considérons tous ici comme des vies meilleures et plus pleines dans la jouissance d'une véritable liberté. Tels sont les travailleurs dont je parle. Ce sont ceux qui ne deviendront jamais riches du fait de leurs efforts dans ce territoire. Mais même à l'égard de ces travailleurs, qui ne sont pas des politiciens, qui ne sont pas membres de gouvernement - dont les Soviets peuvent peut-être critiquer ouvertement la politique s'ils le désirent, et je n'y ai pas d'objections - les représentants soviétiques n'ont jamais, du moins selon ma propre expérience ici, eu un mot d'encouragement pour leur labeur ardu et leurs efforts dévoués.

Dans sa critique de la composition des missions de visite - en particulier de la Mission de visite sur laquelle nous venons de voter - le représentant de l'Union soviétique s'est attaqué particulièrement au Royaume-Uni. Or il pourrait se rappeler que le Royaume-Uni - en dépit des erreurs qu'il a pu commettre dans le passé, qu'il commet actuellement et qu'il commettra dans l'avenir parce que le gouvernement de ce pays est composé d'hommes - a joué un rôle très important dans le processus de décolonisation et je n'hésite pas à dire : le rôle le plus important, et qu'en particulier le Royaume-Uni a participé aux missions de visite qui se sont rendues dans les territoires australiens du Pacifique et que ses représentants y ont rempli leur devoir tout à leur honneur, à l'honneur du Conseil et à l'honneur des Nations Unies en général. Je crois que le représentant de l'Union soviétique sait tout cela aussi bien que moi. Je n'en veux

M. McCarthy (Australie)

pour preuve que les copieuses citations qu'il a faites du rapport de la dernière Mission de visite dirigée par Sir Hugh Foot. Le rapport Foot, comme on l'a appelé, s'ajoutant aux rapports des précédentes missions de visite dans les territoires australiens, est devenu un document d'une très grande importance aux Nations Unies pour l'étude de ces territoires.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je voudrais aussi dire quelques mots au sujet de la déclaration faite hier par le représentant de l'Union soviétique sur la question de la Mission de visite qui doit se rendre dans les territoires sous tutelle de la Nouvelle-Guinée et de Nauru. Le représentant de l'Union soviétique a demandé de quel droit le représentant du Royaume-Uni était proposé comme membre de cette Mission de visite. La réponse à cette question est très simple : en vertu de l'article 96 du Règlement intérieur du Conseil de tutelle, qui commence ainsi :

"Le Conseil de tutelle désigne les membres de chaque mission de visite, de préférence un ou plusieurs représentants siégeant au Conseil."

Rien ne saurait être plus concis ni plus clair. Il n'est dans cette phrase aucune restriction, pas plus qu'ailleurs dans le Règlement intérieur du Conseil, à l'égard des membres de ma délégation ou d'aucune autre. Ceci, je pense, dispose de la question de droit. J'ajouterai que, comme vient de le dire le représentant de l'Australie, il y a un précédent : un membre de ma délégation a fait partie d'une mission de visite se rendant dans ces territoires sous tutelle. En fait, un éminent ancien représentant de mon pays au Conseil de tutelle, Sir Hugh Foot, a été président de la dernière mission de visite dans ces territoires. Le représentant de l'Australie a rendu hommage à son rapport. Je ne sais pas si le représentant soviétique d'alors pensait que la désignation de Sir Hugh Foot était contraire aux normes de la dignité. S'il l'a pensé - ou si le représentant de l'Union soviétique ici présent est de cette opinion - je suis sûr qu'il est seul.

Je puis assurer le représentant de l'Union soviétique qu'il ne sera pas nécessaire de défendre le peuple nauruan contre les British Phosphate Commissioners, d'abord parce que les Nauruans ont créé leur propre instrument de négociation

M. Swan (Royaume-Uni)

avec les British Phosphate Commissioners et, ensuite, parce que ceux-ci, loin d'exploiter les ressources naturelles de l'île au détriment du peuple de Nauru, font partie de l'ensemble qui a permis à ce peuple d'atteindre un niveau de vie très élevé et qui l'aidera à obtenir un nouveau foyer lorsque les ressources naturelles qui sont à la base de leur prospérité seront épuisées.

Enfin, je voudrais faire remarquer au représentant de l'Union soviétique que, lorsqu'il a parlé de la déclaration de M. King au Conseil au sujet du territoire sous tutelle de la Nouvelle-Guinée, il a omis un mot. Ceci est digne d'être relevé non seulement parce que le mot en question est important, mais aussi parce que le représentant de l'Union soviétique n'est généralement pas à court de mots. Selon lui, les Néo-Guinéens auraient dit à M. King que l'Australie ne devrait pas quitter la Nouvelle-Guinée et qu'elle devrait y continuer sa tâche jusqu'à la fin. Si les membres du Conseil veulent bien se reporter au compte rendu sténographique de la déclaration faite par M. King, le 28 mai, ils y verront que les Néo-Guinéens "ont exprimé le vœu fervent que l'Australie ne quitte pas la Nouvelle-Guinée prématurément, avant d'avoir terminé sa tâche. (1230ème séance, p. 47). Le représentant de l'Union soviétique a omis le mot "prématurément".

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais retenir l'attention du Conseil un moment pour répondre aux déclarations des représentants de l'Australie et du Royaume-Uni.

Pour ce qui est de la déclaration du représentant de l'Australie, je ferai deux observations préliminaires. Tout d'abord, j'espère que le représentant de l'Australie - avec qui j'ai déjà eu l'occasion de parler de la question en privé - finira par apprendre à appeler le pays que je représente par son nom. La délégation de l'Union soviétique pourrait également trouver un certain nombre de noms pour désigner l'Australie; mais je doute que cela puisse être agréable au représentant de ce pays. Qu'il me soit permis d'exprimer l'espoir que les représentants de l'Union soviétique, dans tous les organes des Nations Unies et non pas seulement au Conseil de tutelle, n'aient pas à parler à nouveau de cette question et qu'il ne sera plus nécessaire de rappeler aux représentants de l'Australie le nom de l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

M. Fotine (URSS)

En deuxième lieu, je voudrais apporter une correction à ce qu'a dit le représentant de l'Australie. Je ne sais pas quelle était la version de la déclaration du représentant de l'Union soviétique contenue dans le compte rendu d'hier. Mais le représentant de l'Australie ne pourrait manquer de noter que le représentant de l'Union soviétique n'a pas dit que l'Australie a jamais fait partie d'une mission de visite dans les Iles du Pacifique. Il s'agit là d'une remarque en passant, remarque qui aurait pu être évitée étant donné que nous nous trouvons assez souvent en présence de telles erreurs de fait de la part de certains membres du Conseil de tutelle.

En second lieu, et c'est là bien entendu la chose la plus importante, je voudrais faire quelques observations qui, à notre sens, devraient suffire à faire tomber le château de cartes édifié par le représentant de l'Australie dans sa déclaration. Il a dit que le manque d'objectivité de l'Union soviétique avait empêché les membres du Conseil de tutelle de décider d'inclure un représentant de l'Union soviétique dans la composition de l'une au moins des dix-sept missions de visite que le Conseil de tutelle a envoyées dans divers territoires sous tutelle. Permettez-moi de rappeler au représentant de l'Australie que la composition de l'organe dans lequel nous siégeons est déterminée de telle façon qu'il suffit que les autorités administrantes s'opposent à l'inclusion d'un membre quelconque dans une mission de visite, pour que ledit membre ne soit pas désigné. C'est là un fait qu'il ne faut pas perdre de vue un instant; il vaudrait mieux s'en souvenir plutôt que de parler de sentiments éventuels de membres du Conseil de tutelle, ou de prétendu manque d'objectivité dans le cas de l'Union soviétique.

De plus, le représentant de l'Australie a parlé longuement des sentiments de l'homme de la rue en Australie, du simple travailleur de l'Administration australienne à propos de la position prise par l'Union soviétique. Permettez-moi, à cet égard, de souligner deux faits.

En premier lieu, en ce qui concerne ces simples citoyens qui, suppose-t-on, ne comprennent pas clairement la position de l'Union soviétique d'après le représentant de l'Autorité administrante, il faut dire que nous n'avons pas entendu une seule déclaration faite au nom de cet homme de la rue, de ce simple travailleur de l'Autorité administrante à Nauru, qui viendrait étayer ce qu'a dit aujourd'hui le représentant de l'Australie, représentant des milieux de l'Autorité administrante laquelle, semble-t-il, détermine la politique australienne à l'égard du territoire.

En second lieu, je voudrais poser une question : ces simples travailleurs de l'Administration australienne en territoire de la Nouvelle-Guinée, que savent-ils de la position de l'Union soviétique? D'où tiennent-ils leurs renseignements? Qui les leur fournit? Comment savent-ils ce qui se passe en Union soviétique? Comment peuvent-ils avoir une opinion suffisamment objective à l'égard de la position de l'Union soviétique?

Le représentant de l'Australie a parlé du fait que la dernière mission de visite, celle de 1962 si je ne m'abuse, comprenait un représentant du Royaume-Uni, sir Hugh Foot. C'est exact, mais le représentant de l'Australie pourrait également se souvenir des conditions dans lesquelles sir Hugh Foot a été désigné pour faire partie de cette mission de visite. Il pourrait dire au Conseil que cela a été décidé à titre exceptionnel et que certains membres du Conseil n'étaient pas particulièrement ravis de cette tentative d'auto-inspection du Royaume-Uni par un représentant de ce pays, comme l'a dit le représentant de l'Union soviétique à l'époque.

Pour ce qui est des déclarations du représentant de l'Australie, quant au rôle joué par le Royaume-Uni dans le processus de décolonisation, je ne donnerai pas d'opinion à cet égard, encore que cela ne signifie pas que nous n'ayons pas d'opinion à donner. Je voudrais demander au représentant de l'Australie, lorsque sera publié demain le compte rendu de la séance que le Comité des Vingt-Quatre a tenue aujourd'hui, de bien vouloir lire avec soin la déclaration faite par le représentant de l'Ethiopie, qui, en termes assez forts, a traité de la question.

Je voudrais maintenant répondre brièvement à la déclaration du représentant du Royaume-Uni. L'article 95 en lui-même ne signifie rien. Il détermine simplement la composition possible d'une mission de visite. J'ai déjà eu l'occasion de dire que l'inclusion de sir Hugh Foot, dans la Mission de 1962, constituait une exception et vous me permettrez, encore qu'au sein d'un organe des Nations Unies on ne parle pas directement de personnalités ou du caractère de chacune d'elles, d'ajouter que l'acceptation de la désignation de sir Hugh Foot dans la Mission de visite de 1962 était due au fait que sir Hugh Foot avait des qualités personnelles qui, semble-t-il l'ont amené en dernière analyse à rompre avec la politique du Royaume-Uni, encore qu'il s'agisse là d'une autre question. Ce sont en fait ces qualités personnelles qui l'ont finalement entraîné à se trouver en désaccord avec son propre gouvernement et à refuser de donner suite aux instructions qui lui avaient été données.

Je voudrais exprimer quelques doutes quant à la déclaration du représentant du Royaume-Uni selon laquelle les Nauruans n'ont pas besoin d'être protégés contre la compagnie britannique des phosphates. La délégation soviétique pourrait voir un sens particulier dans cette déclaration si elle venait d'une autre délégation, d'une délégation dont le gouvernement ne serait pas membre de la compagnie des phosphates; mais dans les circonstances actuelles, il serait difficile de s'attendre que le représentant d'un gouvernement qui possède - ou qui est l'un des principaux possesseurs - la compagnie des phosphates, s'abstienne de défendre la compagnie britannique des phosphates. Je pense qu'on serait plus fondé d'employer les termes de la déclaration du représentant du Royaume-Uni comme un argument contre la participation d'un représentant britannique à Nauru.

Enfin, je voudrais assurer le représentant de la Grande-Bretagne que l'omission qu'il a constatée dans la déclaration du représentant de l'Union soviétique, lorsque celui-ci a cité une déclaration faite par M. King, que cette omission n'était pas due à de sombres desseins. Je voudrais ajouter que la délégation soviétique n'a pas cité la déclaration du Royaume-Uni mais simplement évoqué celle-ci.

M. SWAN (Royaume-Uni) (interprétation de l'anglais) : Je suis heureux de l'assurance que le représentant de l'Union soviétique vient de donner en indiquant que le mot en question n'avait pas été omis dans de sombres desseins. Pour ce qui concerne la défense de la compagnie britannique des phosphates, j'ajoute que, bien entendu, je la défendrai contre les accusations du représentant de l'Union soviétique, mais ce que j'ai voulu préciser c'est que je n'avais pas besoin de défendre les Nauruans contre la compagnie des phosphates.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous allons maintenant passer aux deux derniers points de notre ordre du jour.

POINTS 8 ET 9 DE L'ORDRE DU JOUR

ACCESSION A L'AUTONOMIE OU A L'INDEPENDANCE PAR LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE ET SITUATION DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE CONCERNANT L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

COOPERATION AVEC LE COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

Mlle BROOKS (Libéria) (interprétation de l'anglais) : A propos du premier de ces deux points de l'ordre du jour, je crois que l'on peut dire, sans crainte de contradiction, que tout au long de notre examen de la situation régnant dans les trois Territoires sous tutelle qui existent encore en tant que tels, les membres du Conseil ont constamment eu à l'esprit les mesures à prendre pour transférer tous les pouvoirs aux populations de ces territoires, conformément à leur volonté et à leurs vœux librement exprimés, en vue de permettre à ces populations de bénéficier de l'indépendance ou de l'autonomie pleine et entière dans les plus brefs délais. Les recommandations du Conseil à cet égard, ainsi que les observations des membres du Conseil dont les vues peuvent différer quelque peu de ces dernières, sont dûment consignées dans les chapitres appropriés de nos rapports traitant de la situation dans les territoires. Je propose donc que nous invitions le Secrétariat à préparer, aux fins d'approbation de notre part, un projet dans le sens que je viens d'indiquer pour le chapitre pertinent de notre rapport à l'Assemblée générale.

Pour ce qui est de la coopération avec le Comité spécial des vingt-quatre, qu'il me soit permis de suggérer également que, conformément à la procédure instaurée au cours des deux dernières années, vous-même, Monsieur le Président, adressiez une lettre au Président du Comité spécial en lui faisant savoir que le Conseil, au cours de sa trente et unième session, a examiné la situation existant dans les Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique, de Nauru et de la Nouvelle-Guinée, et que les conclusions et recommandations du Conseil, ainsi que les observations des membres représentant des opinions individuelles seulement, figurent dans le rapport du Conseil de tutelle au Conseil de sécurité, dans le cas des Iles du Pacifique, et à l'Assemblée générale, pour ce qui est de Nauru et de la Nouvelle-Guinée.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Y a-t-il des observations à l'égard des deux suggestions que vient de faire la représentante du Libéria?

M. FOTINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) (interprétation du russe) : Je voudrais parler très brièvement de ces deux questions à l'ordre du jour, et présenter simplement une observation en ce qui concerne la proposition de la représentante du Libéria.

Pour ce qui est du premier de ces deux points, je voudrais faire remarquer que la position de l'Union soviétique a été exposée de façon très complète lors de la discussion au Conseil de tutelle ayant trait à chacun des trois Territoires sous tutelle que nous examinons. Ma délégation espère avoir exposé sa position avec suffisamment de clarté pour qu'il ne soit pas utile d'y revenir et de répéter ce que nous avons déjà exprimé à ce sujet au cours des trois dernières discussions générales.

Pour ce qui est du second de ces points à l'ordre du jour, je voudrais dire, au nom de la délégation soviétique, que cette dernière n'a pas d'objection à l'encontre de la proposition de la représentante du Libéria. Cependant, nous tenons à faire remarquer que malheureusement, dans le passé, la coopération avec le Comité spécial a été extrêmement limitée. Au fond, cette coopération n'est pas allée au-delà d'une lettre adressée par le Président du Conseil de tutelle au Président du Comité des vingt-quatre. La coopération n'a pas dépassé ce stade. De l'avis de ma délégation, cette coopération avec le Comité spécial des vingt-quatre pourrait être développée, prendre une forme plus concrète et donner des résultats plus fructueux.

Ma délégation a déjà signalé, au cours de réunions précédentes, les mesures qui pourraient permettre d'établir et d'élargir cette coopération avec le Comité spécial des vingt-quatre. Le Conseil de tutelle a jugé bon de rejeter la proposition de l'Union soviétique à cet égard. Nous espérons cependant qu'il n'a pas dit son dernier mot en la matière, et que des mesures appropriées seront prises à l'avenir pour développer cette coopération avec le Comité des vingt-quatre dans le sens que nous avons indiqué.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : S'il n'y a pas d'autres observations, j'en conclurai que le Conseil décide d'accepter les deux propositions de la représentante du Libéria à l'égard des deux points à l'ordre du jour faisant l'objet de notre discussion.

Il en est ainsi décidé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous en avons terminé avec l'examen de notre ordre du jour pour la séance d'aujourd'hui. Au cours de notre prochaine réunion, je suggère que le Conseil examine les projets de rapports qui auront été préparés, à son intention, par les soins du Secrétariat et distribués avant la séance. J'espère qu'il nous sera possible, en principe, de nous réunir vendredi après-midi. Cela dépendra de la préparation et de la distribution des rapports suffisamment en avance pour que les membres puissent les étudier. L'heure exacte de la séance sera indiquée au Journal. En principe, comme je l'ai dit, nous nous réunirons vendredi, ou peut-être lundi. S'il n'y a pas d'autres observations, je vais lever la séance.

La séance est levée à 18 h 40.